

CONVENTION POUR LA FONCTION DE SOCIETE DE GESTION D'UN FIA

FIA dédié au RAVGDT investi sur plusieurs classes d'actifs de manière flexible

ENTRE

La Caisse des dépôts et consignations, 56 rue de Lille, Paris 7ème, établissement à caractère spécial créé par l'article 100§2 de la loi du 28 avril 1816, codifié aux articles L. 518-2 et suivants du Code Monétaire et Financier, représentée par la Directrice des finances de la Direction des politiques sociales, Myriam Métais

ci-après dénommée « **CDC** », d'une part,

ET

inclure les dénomination sociale, forme sociale, adresse, montant du capital social et numéro d'enregistrement], société de gestion agréée par [l'Autorité des marchés financiers sous le numéro [---]]/[nom de l'autorité étrangère et autorisée à exercer la gestion collective en France par voie de libre [prestation de service]/[établissement]]

ci-après dénommée « **Titulaire** ».

Ci-après individuellement dénommée une « **Partie** » ou ensemble les « **Parties** ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

- A.** La CDC, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, est un acteur essentiel dans le monde de la gestion des retraites et de la prévoyance.
- B.** Au sein de la CDC, la Direction des Politiques Sociales assure la gestion administrative et financière de plusieurs régimes de retraite, de fonds d'invalidité ou d'indemnisation de risques professionnels et de fonds provisionnés. La gestion financière ainsi confiée à la CDC est exercée soit par elle directement soit par l'intermédiaire de sociétés de gestion de portefeuille pour compte de tiers, sélectionnées dans le cadre de procédures de publicité et de mise en concurrence.
- C.** La CDC a procédé à une mise en concurrence afin de sélectionner les sociétés de gestion de portefeuille d'un FIA dédié au RAVGDT investi en actions, obligations souveraines, obligations indexées à l'inflation, obligations crédit et actifs non cotés avec une approche de gestion fondamentale active. À l'issue de cette procédure trois prestataires ont été retenus, dont deux en tant que titulaires de la prestation, (ci-après « les Titulaires », ou, s'agissant du titulaire signataire de la présente convention avec la CDC, « le Titulaire »), et le troisième en tant que suppléant appelé à intervenir en substitution ou en complément à l'un des Titulaires le cas échéant, et ont conclu avec la CDC un accord-cadre, au sens de l'article L2125-1 du code de la commande publique, pour l'exécution des prestations de gestion, en vertu duquel est conclue la présente convention (ci-après « l'Accord-Cadre »).

Le Titulaire gèrera un fonds d'investissement alternatif de droit français pour le compte du RAVGDT. Le FIA est structuré sous la forme d'un fonds commun de placement. La mise en place se fera par une reprise de la gestion du FIA par le Titulaire.

- D.** Le Titulaire, chargé d'assurer la gestion du FIA, est une société de gestion de portefeuille autorisée à gérer des FIA de droit français.

- E. L'objet de la présente convention (ci-après la « **Convention** ») est de définir les termes et conditions selon lesquels le Titulaire réalisera la mission qui lui est confiée par la CDC au terme de la procédure de mise en concurrence rappelée supra.

CECI AYANT ETE EXPOSE, LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

1 DEFINITIONS

Pour les besoins de la Convention, les termes ci-dessous sont définis comme suit :

« FIA »	désigne l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières dédié [« RAVGDT diversifié 1 » ou « RAVGDT diversifié 2 »][insérer le nom], régi par le droit français, dont la gestion sera assurée par le Titulaire.
« Actif Net du FIA »	désigne la valeur de marché de l'ensemble des actifs du FIA, y compris tout intérêt, dividende, numéraire ou autre produit et charge liés à cet Actif, exprimée en contre-valeur euro. Les frais du Dépositaire, du Valorisateur et les frais de gestion du FIA viennent en déduction de l'Actif Net du FIA.
« AMF »	désigne l'Autorité des marchés financiers.
« Dépositaire »	désigne la CDC, en tant que dépositaire de l'actif du FIA. Le Dépositaire tient les comptes titres et espèces dans lesquels sont inscrits et déposés les avoirs du FIA. Il s'assure de la conformité de la gestion par le Titulaire à la réglementation et prend en charge plus généralement les missions que la réglementation confie au dépositaire d'un FIA.
« Equipe Dédiee »	désigne les personnes composant l'équipe de gestion du Titulaire qui est chargée de la gestion financière du FIA.
« Gestionnaire financier du FIA »	désigne la société en charge de la gestion financière des actifs du FIA, qui peut être le Titulaire ou un délégataire de ce dernier.
« Convention »	désigne le présent contrat passé entre la CDC et le Titulaire portant sur la reprise de la gestion du FIA.
« Ordre de Service »	désigne une instruction notifiée par la CDC, service gestionnaire du RAVGDT, au Titulaire en vue de prescrire les modalités d'exécution de la prestation en appliquant, et au besoin en complétant ou en ajustant, certaines dispositions de la présente Convention (Annexe L). Les Ordres de Service prescrivant l'exécution de prestations valent bons de commande, au titre de l'Accord-Cadre.
« Personne Autorisée »	désigne toute personne qui sera habilitée par l'une ou l'autre des Parties aux fins de l'exécution de la Convention.
« Phase Préparatoire »	désigne la période débutant à la date de signature de la Convention et devant notamment permettre (i) de réaliser l'ensemble des dispositions techniques garantissant la fiabilité des flux d'informations entre le Titulaire, la CDC, la société de gestion existante du FIA, le Dépositaire et le Valorisateur ainsi que (ii) d'autres actions préalables nécessaires à la mise en œuvre de la Convention (y compris les démarches auprès de l'AMF et la mise en conformité du prospectus du FIA)
« Valorisateur »	désigne Caceis-Fund Administration, en qualité d'agent administratif et comptable, en charge du calcul de la valeur liquidative des parts et de la comptabilité du FIA. En cas de changement de Valorisateur pendant la durée de la Convention, le Titulaire en sera informé par Ordre de Service.

2 DEFINITION DES MISSIONS DU TITULAIRE

2.1 La CDC confie au Titulaire, qui l'accepte sans réserve, la charge de la gestion du FIA dans les conditions prévues par la présente Convention. Les principales caractéristiques du FIA en ce qui concerne sa gestion financière sont décrites à l'annexe G. Dans ce cadre, le Titulaire agira en son nom et pour son compte propre et sera responsable vis-à-vis de la CDC de l'intégralité des missions qui lui sont confiées.

2.2 Le Titulaire est responsable, en lien avec le Dépositaire et le Valorisateur, de la mise en œuvre des procédures auprès de l'AMF permettant le transfert de la gestion du FIA.

3 ALLOCATION DES RESERVES DU RAVGDT ET SOUSCRIPTION DES PARTS DU FIA

En vertu de la Convention, le Titulaire se verra allouer ponctuellement des sommes dont le montant pourra varier dans le temps, par voie de souscription ou rachat des parts du FIA intervenant à tout moment.

Compte tenu de l'importance du montant global donné en gestion, de la capacité des Titulaires à gérer des montants conséquents et d'une volonté de diversification des risques, l'Accord-Cadre ne pourra être exécuté par un seul Titulaire. En conséquence, afin d'assurer la sécurité et la rentabilité des actifs, l'Accord-Cadre, conformément aux articles R.2162-1 à 6 du code de la commande publique, sera exécuté par deux Titulaires, ayant des mandats de gestion portant sur des prestations identiques. L'Accord-Cadre est également conclu avec un suppléant, appelé à intervenir en substitution ou en complément à l'un des Titulaires le cas échéant.

La CDC demeure seul décideur de l'allocation du montant alloué à chaque mandat. Le cas échéant, dans l'intérêt du RAVGDT, il pourra être décidé d'une diminution des actifs déjà alloués.

Lors de la prise de fonction du Titulaire en qualité de société de gestion du FIA et à l'occasion de la cessation de ces fonctions et de leur transfert au profit d'un tiers nouvelle société de gestion du FIA, une période de flexibilité portant sur le respect des ratios de gestion et sur la performance du FIA pourrait s'avérer nécessaire, sujet au droit applicable. Les conditions en seront négociées avec la CDC.

4 DECLARATIONS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

L'ensemble des déclarations et obligations du Titulaire s'applique également, *mutatis mutandis*, à ses éventuels délégataires.

4.1 Déclarations du Titulaire

- (a) Le Titulaire est régulièrement constitué selon le droit applicable. Tout acte des organes sociaux du Titulaire nécessaire à la signature et/ou l'exécution de la présente Convention a été ou sera adopté avant la date de notification de l'Accord-Cadre au Titulaire. Le Titulaire n'est pas en état de cessation de paiements ni ne fait l'objet d'aucune situation ou procédure pouvant conduire à l'ouverture à son encontre d'une procédure collective ou pouvant autrement conduire à l'arrêt de ses activités.
- (b) Le Titulaire est autorisé à gérer un FIA français, soit par agrément de l'AMF soit par agrément de son régulateur d'origine ayant fait l'objet d'une reconnaissance par l'AMF sur le fondement de la liberté d'établissement ou de la liberté de prestation de service (une copie des documents en attestant (notamment le « passeport européen »), figure en Annexe A).
- (c) Le Titulaire respecte toutes les obligations qui lui sont applicables en termes de ratios financiers et en termes de capitaux propres et dispose de ressources financières, humaines et techniques suffisantes pour exercer ses activités et exécuter la Convention.
- (d) Le Titulaire dispose d'une police d'assurance couvrant les erreurs et omissions des dirigeants et employés à hauteur du montant indiqué en Annexe C.
- (e) Le Titulaire n'a, au cours des trois dernières années, fait l'objet d'aucune mesure d'injonction ni de demande de régularisation de la part de l'AMF, ni d'aucune procédure contentieuse engagée par un client actuel ou ancien hormis, le cas échéant, celles déjà révélées à la CDC, dans son offre ou qu'il aurait portées à leur connaissance entre le dépôt de son offre et l'entrée en vigueur de la Convention.
- (f) Le Titulaire s'engage à faire part à la CDC pendant la durée de la Convention de toute mesure d'injonction, demande de régularisation de la part de l'AMF et/ou procédure contentieuse engagée par un client actuel ou ancien dont il serait la cible.

- (g) Le Titulaire transmet à la CDC la copie de l'ensemble des contrats de sous-traitance ou de délégation qu'il pourrait passer dans le cadre de la présente Convention.
- (h) Le Titulaire réitère que tous les éléments et informations fournis par lui à la CDC lors de la procédure d'appel d'offres relative à l'attribution de l'Accord-Cadre sont sincères et véritables à la date d'entrée en vigueur de la Convention.

4.2 Obligations du Titulaire

Le Titulaire garantit que toutes les obligations à sa charge dans la Convention seront mises en œuvre dans le respect des réglementations, législations et usages en vigueur sur les marchés où elles sont initiées.

Outre le respect des autres obligations mises à sa charge dans la Convention, le Titulaire s'engage pendant toute la durée de la Convention à :

- (a) Agir selon les meilleurs standards de prudence, de diligence et de répartition des risques, en usant de toutes ses compétences professionnelles, pour servir au mieux les intérêts de la CDC représentant le RAVGDT. Notamment, le Titulaire respectera son code de déontologie et ses procédures de suivi de conformité et résoudra les éventuels conflits d'intérêt qu'il n'aura pas pu éviter, sans délai, dans le meilleur intérêt des porteurs de parts du FIA.
- (b) Placer les actifs du FIA pour en optimiser le rendement financier en se conformant à toutes les règles et toutes les limitations en matière d'investissement, telles qu'exposées dans la Convention et notamment dans la Présentation des Objectifs et de l'Univers de Gestion du FIA en Annexe G.
- (c) Procéder aux analyses économiques, financières et extra-financières nécessaires à une bonne gestion du FIA, gérer le FIA et effectuer, de sa propre initiative, les choix d'investissement en se conformant à toutes les règles et toutes les limitations en matière d'investissement exposées dans la Convention, dans la Présentation des Objectifs et de l'Univers de Gestion du FIA en Annexe G et dans la charte ISR en Annexe O, étant entendu que la charte ISR du RAVGDT peut être amenée à évoluer en fonction des orientations ISR du RAVGDT. Il est précisé que les parts du FIA ne bénéficient d'aucune garantie de performance financière de la part du Titulaire.
- (d) Informer la CDC par écrit, dans les meilleurs délais, des évolutions réglementaires et des mouvements de marché ou de tout autre sujet susceptible d'avoir un impact significatif sur le FIA.
- (e) Répondre aux demandes de la CDC portant sur les investissements du FIA et apporter en tant que de besoin des conseils relatifs à la politique de gestion des réserves du RAVGDT.
- (f) Maintenir en permanence son activité, y compris notamment :
 - disposer de ressources financières suffisantes pour exercer ses activités ;
 - maintenir en permanence tous les moyens humains, techniques et matériels nécessaires à la bonne gestion du FIA tels que définis dans cette convention et notamment en Annexe G ;
 - assurer pour son agrément, visé au **4.1 (b)**, un périmètre tel qu'il couvre toutes les opérations prévues par la Convention ;
 - respecter toutes les obligations qui lui sont applicables en termes de ratios financiers et en termes de capitaux propres ; et
 - conserver une police d'assurance couvrant les erreurs et omissions des dirigeants et employés visés au **4.1 (d)**.
- (g) Le Titulaire aura une obligation de moyen pour traiter les sujets de fiscalité conformément aux dispositions fiscales applicables au FIA. Le Titulaire s'assurera de l'application des mécanismes fiscaux appropriés aux revenus de placement du FIA et suivra leur évolution dans le temps. A cette fin, le Titulaire s'appuiera sur son prestataire pour les récupérations non conventionnelles et conventionnelles hors de l'offre de service du Dépositaire / Conservateur du FIA, et, pour les récupérations conventionnelles, mettra en œuvre le dispositif mis en place avec le Dépositaire / Conservateur du FIA dans le cadre de leur convention commune. Ce dispositif couvrira notamment l'établissement de la documentation fiscale du FIA et, le cas échéant, le bénéfice des réductions ou exonérations d'impôts à la source liés aux actifs du FIA, en amont ou en aval du paiement. Il devra transmettre la totalité des informations fiscales utiles au gestionnaire qui lui succèdera, en particulier les démarches de récupération fiscale en cours qu'il assume directement sans l'action du Dépositaire.
- (h) Donner accès aux personnes désignées par la CDC à l'ensemble des documents, directement liés au FIA détenu par lui ou son/ses délégataires(s) tels les livres, registres, comptes, enregistrements, fichiers

électroniques, procédures internes et contrat(s) de délégation de la Convention, pour permettre à la CDC de réaliser à tout moment une vérification des conditions d'exercice de la gestion.

Le Titulaire s'engage à permettre un contrôle direct sur place par la CDC, qui s'assure ainsi du respect de la conformité aux obligations définies dans la Convention. Les conditions de mise en œuvre de ces contrôles (telles que ci-dessous) seront identiques pour le titulaire et pour ses éventuels délégataires.

Ces contrôles s'effectueront à une date (jour ouvrable) et à un horaire (heure d'ouverture des bureaux) convenus entre les parties et respectant un préavis minimum de 10 jours ouvrés. Pour cette vérification, le Titulaire accepte de mettre à disposition de la CDC un personnel adapté pour des entretiens qui seront menés de manière raisonnable ainsi que les moyens techniques appropriés. La CDC, au titre de cette vérification, sera autorisée à prendre copie des documents pertinents. La CDC s'engage à préserver la confidentialité de tous les documents et informations dont elle aurait pu prendre connaissance lors de cette vérification et à en faire préserver la confidentialité par tous ses représentants.

- (i) Respecter les modalités et conditions de gestion des ordres décrites à l'article 6.2.
- (j) Informer la CDC par écrit et sous dix (10) jours maximum, de toute modification significative de son actionnariat, sans préjudice des stipulations de l'article 10.1.(b).
- (k) Informer la CDC par écrit et sous dix (10) jours maximum de tout changement significatif d'organisation et/ou d'interlocuteur.
- (l) Fournir chaque semestre un certificat de conformité attestant du respect de ses engagements au titre de la Convention, selon le modèle figurant en Annexe K, dans un délai de trente (30) jours suivant la fin de chaque semestre civil, signé par le responsable *compliance* du Titulaire. Le document devra être adressé par courriel à l'adresse suivante : RAVGDT-gestion-diversifiee@caissedesdepots.fr
- (m) Mettre à disposition de la CDC, la copie de ses comptes certifiés sous dix (10) jours maximum une fois les comptes validés par les commissaires aux comptes. Ces documents seront tenus confidentiels par cette dernière.
- (n) Prendre à sa charge les frais de licence et d'accès aux benchmarks et indices applicables au FIA, étant précisé que les benchmarks et indices sont désignés par la CDC.
- (o) Valider la Valeur Liquidative du FIA auprès du valorisateur chaque jour, à l'exception des jours fériés définis dans le prospectus du FIA.

5 DECLARATIONS ET OBLIGATIONS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La CDC est dûment habilitée à conclure la Convention.

Pendant toute la durée de la Convention, la CDC, tiendra le Titulaire informé de toutes les modifications pouvant affecter la vie de la Convention. La CDC fournira également, à la demande du Titulaire, les éléments d'interprétation et d'orientation utiles quant à l'impact de ces modifications sur la gestion financière du FIA afin de permettre au Titulaire d'exécuter au mieux sa mission.

La CDC tiendra le Titulaire informé des évolutions de la charte ISR du RAVGDT et des contraintes réglementaires pouvant influencer sur les orientations ISR du RAVGDT.

6 RELATIONS DU TITULAIRE AVEC LES TIERS

6.1 Courtiers, intermédiaires et contreparties

Sous réserve des dispositions figurant à cet article 6.1 ci-après, le Titulaire a toute autorité et discrétion pour choisir, de manière indépendante et sous sa seule responsabilité, les courtiers, intermédiaires et contreparties qui seront chargés d'exécuter les opérations de mise en œuvre des décisions de gestion du FIA et pour choisir les marchés financiers sur lesquels ces opérations seront réalisées, sous réserve des obligations prévues dans la Convention et étant entendu que le Titulaire est tenu à une obligation de prudence et de diligence dans le choix des courtiers, intermédiaires et contreparties.

- (p) Le Titulaire s'engage à mettre à la disposition de la CDC, sur demande, par écrit et sous dix (10) jours maximum, la procédure d'évaluation de ses courtiers, intermédiaires et contreparties qui sont chargés

d'exécuter les opérations sur l'actif du FIA qu'il entreprend, ainsi que les résultats de cette évaluation. Le Titulaire sera en mesure de justifier de sa procédure d'évaluation si la CDC lui en fait la demande. La maîtrise des coûts de transaction fait partie des obligations du Titulaire et constitue un élément essentiel d'une bonne gestion, en application du principe de la meilleure exécution (*best execution*).

- (a) Le FIA supportera tous les coûts de négociation qui s'appliquent aux opérations effectuées sur ses actifs. Les coûts de négociation pourront faire l'objet d'un audit externe. Dans ce cadre, le Titulaire fournira à la CDC toutes les informations justifiant des coûts de négociation et des conditions dans lesquelles a été mise en œuvre la recherche de la meilleure exécution. Le Titulaire s'engage à fournir à la CDC un *reporting* sur les transactions, les impôts et les frais de transaction, dans les termes et conditions décrits dans l'Annexe I.
- (b) Sauf autorisation expresse de la CDC et dans la limite cumulative des contraintes réglementaires, les rétrocessions de toutes commissions sous toutes formes ne sont autorisées que si elles sont intégralement reversées au FIA.
- (c) Par ailleurs, le FIA ne supporte aucune commission autre que celles mentionnées à l'annexe F.
- (d) Le Titulaire reconnaît que, dans l'hypothèse où un tiers (e.g. courtier, intermédiaire, contrepartie) visé au présent article 6.1 omet de lui remettre des documents dont la communication est requise réglementairement ou conventionnellement, ne s'acquitte pas de tout montant dû, ou ne se conforme pas avec diligence à ses ordres, il devra utiliser à ses frais, sans pouvoir en faire supporter directement ou indirectement le coût au FIA, tous les moyens légaux appropriés à sa disposition pour recouvrer auprès dudit tiers lesdits documents, le montant dû ou toute forme d'indemnisation et informer la CDC, par écrit et sous 10 jours maximum, de tels incidents et des mesures prises pour y remédier.
- (e) En cas d'incidents répétés entre, d'une part, le Titulaire et/ou le Dépositaire et, d'autre part, le courtier, intermédiaire ou contrepartie chargée d'exécuter les opérations du FIA et, de manière générale, dans le cadre de la bonne exécution de la présente Convention, la CDC peut, à tout moment, imposer au Titulaire de suspendre temporairement ou définitivement toute opération avec ce courtier, intermédiaire ou contrepartie. Le FIA ne supportera aucun frais, charge ou autre, du fait de cette décision.
- (f) Le Titulaire s'engage à rembourser au FIA tout impact négatif que le mécanisme de pénalité monétaire visé à l'article 7 du Règlement européen sur les dépositaires centraux de titres (CSDR) pourrait avoir sur le compte espèces du Client. Plus précisément, le Titulaire s'engage à rembourser au FIA les pénalités annuelles nettes totales, c'est-à-dire la soustraction du montant total des pénalités perçues au montant total des pénalités payées pour chaque année civile, à condition que les pénalités se rapportent aux comptes du FIA et uniquement pour les transactions ordonnées par le Titulaire. Le remboursement sera effectué au cours du premier trimestre suivant chaque année civile concernée et sera reflété dans les rapports financiers du FIA. Dans le cas où les pénalités totales nettes annuelles présentent un solde positif, les pénalités totales nettes sont considérées comme un revenu supplémentaire pour les Actifs sous gestion des Clients.

6.2 Gestion des ordres

Le regroupement des ordres afférents au FIA avec des ordres effectués pour le compte d'autres clients est autorisé, s'il est jugé utile, dans l'intérêt de la bonne gestion et de l'administration du FIA, dans le respect de la procédure décrite en Annexe M.

Tout ordre pour le compte du FIA doit être pré-affecté et horodaté. L'horodatage des ordres par les courtiers, intermédiaires et contreparties doit être vérifié. L'ensemble des données relatives à l'opération (cours, quantité, sens, identité du bénéficiaire de l'ordre, heure et date) et à ses conditions d'exécution ainsi que le compte rendu de l'exécution, doivent être conservés pendant une durée minimale de cinq (5) ans ou pendant une durée supérieure si les règles de marché ou leurs dispositions d'application le prévoient.

Les conversations téléphoniques relatives aux négociations avec les courtiers, intermédiaires et contreparties doivent être enregistrées et archivées pendant une durée minimum de six (6) mois.

7 DROITS DE VOTE ATTACHES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Compte tenu de la nature des instruments financiers du FIA doivent être exercés dans le seul intérêt des porteurs du FIA.

L'exercice des droits de vote du FIA fera l'objet d'un *reporting* dont les modalités seront mises au point avec le Titulaire puis notifiées par Ordre de Service.

8 COUTS RELATIFS A LA CONVENTION

- 8.1** La Convention ne donne lieu à aucune rémunération spécifique. Il est précisé que l'intégralité des frais de gestion sera portée par le FIA, tel que cela est décrit à l'Annexe F.
- 8.2** Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : les frais de gestion seront prélevés directement sur l'actif du FIA.
- 8.3** Des frais exceptionnels ne pourraient être engagés par le Titulaire dans l'intérêt du RAVGDT qu'après accord écrit préalable de la CDC.
- 8.4** Dans l'hypothèse où, en cours d'exécution de la Convention, le Titulaire opterait pour l'assujettissement à la TVA, il en fait son affaire.

9 CONFIDENTIALITE

Sous réserve des exceptions prévues par la réglementation applicable, y compris notamment toute hypothèse de demande d'information formulée par une autorité administrative ou judiciaire compétente, et sauf indication contraire dans la Convention, chaque Partie devra traiter toutes les informations relatives au FIA et aux mesures prises par la CDC et/ou ses mandataires désignés et par le Titulaire et ses mandataires, comme des informations confidentielles et s'abstenir de les communiquer à tout tiers.

Le Titulaire s'engage à garder strictement confidentiels les documents, informations de quelque nature qu'ils soient, concernant notamment la CDC, qui lui auront été communiqués par quelque moyen que ce soit ou dont il aura eu connaissance à l'occasion de la procédure de mise en concurrence au terme de laquelle il a été sélectionné ou de l'exécution de l'Accord-Cadre.

Le Titulaire doit faire preuve d'une vigilance renforcée lorsque ces informations sont de nature financière et/ou comptable et qu'elles sont susceptibles d'être qualifiées d'informations privilégiées au sens de la réglementation financière. Ces informations privilégiées peuvent concerner le RAVGDT ou les émetteurs d'instruments financiers sur lesquels la CDC, détient de telles informations. La divulgation, l'utilisation ou la recommandation d'agir sur la base de ces informations privilégiées constituent des infractions pénalement répréhensibles.

Le respect de cette obligation de confidentialité sera notamment assuré par les moyens suivants, sous réserve de stipulations particulières :

- le Titulaire s'engage, au choix de la CDC, à restituer à cette dernière ou à détruire l'intégralité des documents dont il a pu avoir connaissance dans le cadre de l'Accord-Cadre. Dans ce cas, le Titulaire devra, à première demande, fournir une attestation à la CDC, garantissant qu'il a bien procédé à cette destruction. Il est toutefois autorisé à en conserver une copie unique, à titre d'archive, et uniquement à des fins de respect d'obligations légales, comptables ou réglementaires ; cette copie doit être conservée dans des conditions strictes de confidentialité ;
- les éventuels moyens informatiques mis en œuvre par le Titulaire pour l'exécution de ses obligations contractuelles, et notamment les postes de travail et outils de sauvegarde, seront conformes aux règles de sécurité définies par la CDC ; sauf procédure exceptionnelle approuvée par la CDC, il ne sera pas utilisé de support de stockage magnétique ou électronique externe (clé USB, disque amovible ou autre) ;
- le Titulaire prend toutes les précautions d'usage pour la protection et l'intégrité des données et informations, et aux éléments auxquels il a accès dans le cadre de l'Accord-Cadre. Il prend par ailleurs toutes les mesures permettant, à la suite d'un incident, la restauration dans leur intégrité des données affectées par ledit incident pour les éventuels services en ligne qu'il met en œuvre pour l'exécution de ses obligations contractuelles ;
- il s'engage également à ne pas dupliquer, ni copier, ni reproduire de quelque manière que ce soit

les documents qui contiennent des informations confidentielles sans l'accord préalable et écrit de la CDC.

Le Titulaire ne pourra communiquer des documents et informations à ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels, et à tout autre tiers participant à un titre quelconque à l'exécution des prestations, que s'il obtient préalablement une autorisation écrite de la CDC.

Le Titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels, ses délégataires et tout autre tiers participant à un titre quelconque à l'exécution des prestations ou à la réalisation des Livrables, tels que définis dans le présent Accord-Cadre, auxquels il aurait été autorisé par la CDC à communiquer des informations confidentielles. Il s'engage à ce titre à conclure avec les délégataires, les sous-traitants ou sous contractants et autres tiers concernés un accord de confidentialité contenant des exigences au moins aussi contraignantes que celles du présent article.

Le Titulaire est relevé de ces engagements vis-à-vis de toute information confidentielle :

- entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- dont la divulgation à un tiers (y compris à ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels) a été autorisée par la CDC, par un écrit adressé spécifiquement au Titulaire ;
- que la loi ou la réglementation fait obligation au Titulaire de communiquer.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pour une durée de deux années après l'expiration de l'Accord-Cadre pour quelque cause que ce soit.

10 CONTROLES PAR LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le Titulaire s'engage expressément, à tout moment, pendant toute la durée de la Convention à respecter les obligations ci-dessous.

15.1 Information de la CDC

Le Titulaire informe la CDC de tout événement susceptible d'avoir un impact sensible sur sa capacité à fournir les prestations, objet de la présente Convention de manière efficace et conforme à la législation en vigueur et aux exigences réglementaires, et notamment de tout événement ayant un impact sur son agrément.

15.2 Modification significative

Le Titulaire ne peut pas envisager une modification significative des prestations qu'il assure aux termes de la présente Convention sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la CDC.

En cas d'accord, une telle modification sera formalisée conformément aux termes de l'article 17.2.

15.3 Protection des informations confidentielles

Le Titulaire s'engage à assurer la protection des informations confidentielles ayant trait à la CDC et à ses clients.

15.4 Fonctionnement normal des services et plan de continuité d'activité

Le Titulaire s'engage à respecter un niveau de qualité des prestations répondant à un fonctionnement normal des services.

En cas d'incident, de difficulté grave ou de force majeure affectant ses organisations internes en charge de la fourniture des prestations, le Titulaire mettra en œuvre des mécanismes de secours internes permettant à la CDC de bénéficier de la continuité des services.

A ce titre, le Titulaire déclare disposer et maintenir un plan de continuité des activités, qui contient :

- un dispositif de gestion de crise ;
- un plan de secours informatique prévoyant le back-up et le secours des données et infrastructures informatiques ;
- un plan de secours administratif des activités sensibles sur un site de repli distinct des sites de protection habituels.

Chacune des Parties doit notifier à l'autre dès que possible, l'existence ou la possibilité d'une interruption matérielle à la continuité des activités de nature à requérir la mise en œuvre du plan de secours informatique tel que prévu par le Titulaire.

Le Titulaire reconnaît que la CDC puisse raisonnablement exiger que des tests (notamment des tests d'intrusion) soient effectués, par le biais d'une simulation, lorsqu'il y a des modifications de circonstances opérationnelles importantes aux infrastructures et bâtiments d'où sont hébergées les données de la CDC. Le Titulaire devra fournir les résultats de ces tests à la CDC ainsi que les détails quant aux mesures à prendre afin de combler toute lacune ou faiblesse identifiée du plan de secours informatique précité.

15.5 Accès à toute information en lien avec les services mis à disposition

Le Titulaire doit permettre à la CDC d'accéder, chaque fois que cela est nécessaire et, le cas échéant, sur place, à toute information sur l'ensemble des services mis à disposition de la CDC, dans le respect des réglementations relatives à la communication d'informations.

15.6 Contrôles

Le Titulaire prend acte du fait que les prestations prévues par la présente Convention demeurent dans le périmètre de contrôle interne de la CDC qui doit notamment répondre aux éventuelles demandes des autorités de tutelle.

Le Titulaire permettra à la CDC d'effectuer des contrôles, dans les cas prévus par la réglementation et la présente Convention, sur les prestations de ladite Convention. Notamment, la CDC pourra, à tout moment, réaliser ou faire réaliser pour son compte des vérifications de la sécurité du système d'information du Titulaire ayant trait à l'exécution des prestations, sans que le résultat de cette vérification n'exonère le Titulaire de sa responsabilité à ce titre.

A cet effet, le Titulaire permettra l'accès dans ses locaux à tout contrôleur ou personne mandatée par la CDC, sous réserve que ce contrôleur ou cette personne mandatée ne soit pas un concurrent du Titulaire et, s'il n'est pas soumis à une obligation de secret professionnel, ait préalablement remis un engagement de confidentialité au Titulaire, rédigé dans des termes agréés par ce dernier.

Le Titulaire s'efforcera de faciliter la mission de ce contrôleur ou de cette personne mandatée dans les limites de l'organisation normale de ses services qui ne devront pas, de ce fait, être perturbés et sous réserve des règles de sécurité.

Ces contrôles s'effectueront à une date (jour ouvrable) et à un horaire (heure d'ouverture des bureaux) convenus entre les parties et respectant un préavis minimum de 5 jours ouvrés. Le Titulaire pourra à sa discrétion, qu'il exercera de façon raisonnable, limiter cet accès dans la mesure où il serait préjudiciable à son obligation de secret à l'égard de ses autres clients.

Tous les frais engagés au titre des contrôles diligentés à l'initiative exclusive de la CDC, seront intégralement pris en charge par la CDC.

15.7 Audit

Les parties conviennent que la CDC, après en avoir avisé le Titulaire par écrit avec un préavis minimum de quinze jours (15) ouvrés, pourra procéder ou faire procéder, à ses frais, à un audit annuel sur place.

Cet audit pourra être effectué, soit par une structure d'audit interne au groupe de la CDC soumise à l'obligation de confidentialité, soit par un cabinet extérieur au groupe de la CDC, tenu à une obligation de confidentialité, et qui ne pourra alors être un concurrent direct du Titulaire.

Il est expressément convenu que le Titulaire aura la faculté de refuser de façon motivée un nom de société extérieure proposé par la CDC pour la raison ci-dessus évoquée.

Dans le cadre de ces audits, le Titulaire s'engage à coopérer pleinement avec les auditeurs internes de la CDC ou avec la société extérieure qu'il aura mandatée à cet effet et à leur fournir toutes les informations nécessaires. Il s'engage également à proposer un plan d'action qui résulterait de toute faille constatée lors de ces audits ou en toute autre circonstance, mettant en cause la confidentialité ou l'intégrité des données du client et/ou de ses affiliés (correction ou solution de contournement). Les failles seront traitées comme des anomalies.

Au cas où un rapport d'audit ferait apparaître un non-respect des obligations du Titulaire visées à la présente Convention, ce dernier s'engage expressément à mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires dans un délai de quinze jours (15) ouvrés à compter de la notification du non-respect des obligations par la CDC au Titulaire, aux frais exclusifs de ce dernier.

Les Parties conviennent, qu'en tout état de cause la procédure d'audit n'exonère pas le Titulaire du respect de ses obligations contractuelles.

L'absence de mesures correctives ou la prise en compte partielle des observations de la CDC entraîne, la résiliation de la présente Convention aux torts exclusifs du Titulaire.

Le contenu des audits réalisés et/ou l'absence d'audit ne sont pas opposables à la CDC, le Titulaire gardant la maîtrise d'œuvre complète des obligations à sa charge.

11 LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT/FINANCEMENT DU TERRORISME

La CDC certifie que les actifs confiés à la gestion sont de source légale et ne proviennent pas d'une activité illégale selon la législation qui lui est applicable ou la Réglementation européenne.

La CDC certifie également qu'il est informé de l'existence de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, notamment en vertu des résolutions des Nations Unies, des réglementations européennes et des États-Unis (OFAC). Aucun investissement ne sera effectué en vertu de la présente Convention au nom et / ou pour le bénéfice de ces personnes et entités.

La CDC autorise le Titulaire à communiquer, aux fins de la lutte contre le blanchiment d'argent et le terrorisme, toute information publique dans le cadre d'une éventuelle relation contractuelle de la CDC avec d'autres sociétés du groupe du Titulaire.

La CDC accepte et reconnaît que le Titulaire est soumis, et y adhère, à toutes les lois anti-blanchiment d'argent applicables, des embargos et des sanctions internationales émises par des entités et / ou les autorités compétentes, notamment les Nations Unies, l'Union européenne et des États-Unis d'Amérique (OFAC). Ainsi le Titulaire peut, dans des circonstances appropriées, retarder les instructions de transactions et dans de telles hypothèses n'assume aucune responsabilité pour les pertes subies et / ou engagées pour le compte du FIA.

12 CONFLITS D'INTERETS

Le Titulaire confirme qu'il a mis en œuvre une politique de prévention et de gestion des conflits d'intérêts et s'engage à maintenir cette politique durant la durée d'exécution de cette Convention ainsi qu'à informer par tout moyen la CDC des évolutions apportées à cette dernière.

Le Titulaire et toute filiale peuvent effectuer des transactions dans lesquelles le Titulaire ou ses filiales ont, directement ou indirectement, un intérêt important ou une relation avec un tiers, ce qui peut impliquer un conflit potentiel avec le devoir du Titulaire envers la CDC. Ce faisant, le Titulaire ne pourra agir que dans des conditions qui ne seraient pas incompatibles avec ses obligations d'agir dans les meilleurs intérêts de la CDC en vertu de la Convention.

En vertu de la réglementation applicable à la CDC de la sécurité sociale), le Titulaire sera tenu d'informer spécifiquement la CDC d'un tel intérêt préalablement à toute demande de conservation des rémunérations perçues à ce titre.

Le Titulaire agira conformément à ses obligations de traiter la CDC de façon équitable en s'appuyant sur la politique de prévention et de gestion des conflits d'intérêts citée ci-dessus (en vertu de laquelle les dirigeants et les employés du Titulaire ont l'obligation d'agir dans l'intérêt de la CDC par rapport à ceux du Titulaire et des entités liées lorsqu'ils prennent des décisions ou donnent des conseils relatifs aux investissements du portefeuille du RAVGDT) et en maintenant une organisation interne efficace ou « Muraille de Chine » entre le Titulaire et ces entités liées.

Le Titulaire pourra grouper les ordres du RAVGDT avec ceux des autres clients conformément aux règles de l'AMF, et en particulier, à condition qu'il soit peu probable que le groupement des ordres et des transactions fonctionne globalement au détriment des clients. La CDC est informée que ce groupement peut avoir pour lui un effet préjudiciable par rapport à l'exécution d'un ordre particulier.

13 LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La CDC certifie que :

- (i) elle n'a jamais été impliquée dans un acte de corruption. On entend par « corruption » le fait de solliciter, d'offrir, de donner ou d'accepter, directement ou indirectement, une commission illicite, ou un autre avantage indu ou la promesse d'un tel avantage indu qui affecte l'exercice normal d'une fonction ou le comportement requis du bénéficiaire de la commission illicite, ou de l'avantage indu ou de la promesse d'un tel avantage indu.
- (ii) elle agit en conformité avec la réglementation applicable réprimant la corruption et s'interdit donc de prendre part à un quelconque acte de corruption à l'occasion de l'exécution de la présente Convention.
- (iii) elle met en place des programmes ou mesures de contrôle interne permettant de prévenir et de détecter tout risque de corruption impliquant ses partenaires et ses administrateurs.

Le Titulaire dispose d'une politique anti-corruption disponible sur son site internet et invite la CDC à en prendre connaissance. La CDC consent expressément à la fourniture de cette information notamment sous cette forme.

Tout acte de corruption impliquant la CDC ouvrira droit à la résiliation du présent contrat sans préavis ni indemnité.

14 CESSION ET DELEGATION DE LA CONVENTION

14.1 Cession de la Convention

- (a) Le Titulaire ne pourra céder en aucun cas ses droits et obligations au titre de la Convention, sauf agrément exprès et préalable de la CDC.
- (b) Le Titulaire informera la CDC, par écrit, dès que légalement possible, de tout changement de contrôle, fusion, scission, apport partiel d'actifs, cession de fonds de commerce le concernant afin de permettre à la CDC de veiller à la protection de ses intérêts.

En cas de changement de contrôle, fusion, scission, apport partiel d'actifs ou cession de fonds de commerce du Titulaire, la Convention pourra être résiliée par la CDC sans qu'elle n'ait à supporter aucune indemnité ni autre frais ou charge.

14.2 Délégation de la Convention

Le Titulaire peut déléguer en partie la gestion du FIA à une ou plusieurs autre(s) entité(s), dans les conditions prévues par la Directive 2009/65/CE ou de la directive 2011/61/ UE telle que transposée en droit français. Le Titulaire respectera les règles et ratios du code monétaire et financier pour la gestion du FIA.

La délégation de gestion doit respecter l'engagement de moyen tel qu'il résulte de l'offre soumise par le Titulaire pendant la procédure de mise en concurrence relative à l'attribution de l'Accord-Cadre et ne doit pas être susceptible d'engendrer des conflits d'intérêt. Elle doit par ailleurs garantir la cohérence du processus de gestion. Le Titulaire ne peut déléguer la totalité de la mission qui lui est confiée au titre de la Convention et de l'Accord-Cadre. Le Titulaire doit conserver les moyens et l'expertise technique nécessaires à sa mission de contrôle de la délégation et du délégataire. Le Titulaire doit être en mesure de respecter ses obligations au titre de la Convention même en cas de délégation(s).

Le Titulaire a choisi, sous sa seule responsabilité, le ou les délégataires qui seront chargés de gérer les actifs du FIA. Le Titulaire sera en tout état de cause tenu à une obligation de prudence et de diligence dans le choix de ses délégataires et devra imposer contractuellement à ses délégataires le respect de toutes les obligations mises à sa charge par la Convention et les concernant. Les obligations concernées seront reprises dans le contrat liant le Titulaire à son (ou ses) délégataire(s).

Le Titulaire doit prévoir contractuellement un droit de regard sur les obligations réglementaires et contractuelles des délégataires. Le Titulaire s'engage à exercer ce droit de regard selon une périodicité adaptée. Ces contrôles devront être formalisés et pourront être transmis à la CDC sur demande.

La liste du (des) délégataire(s) du Titulaire qui sera (ont) chargé(s) de gérer le FIA à l'entrée en vigueur de la Convention est jointe en Annexe J. Elle correspond à ceux présentés lors de l'appel à candidater en tant que sous-traitants au sens des règles de la commande publique, et est considérée comme agréée par la CDC à l'issue de la réception, au moment de l'attribution de l'Accord-Cadre, de tout élément de preuve attestant de la réalisation de ces formalités (annexe A).

Le Titulaire devra, préalablement à tout accord et à la signature d'un contrat de délégation avec tout nouveau délégataire, obtenir l'accord écrit de la CDC, autorisant la délégation. Le Titulaire devra par ailleurs transmettre à la CDC la copie du contrat de délégation.

Conformément à l'article 4.1, tout nouveau délégataire devra apporter la preuve qu'il est autorisé à gérer un FIA français, soit par agrément de l'AMF soit par agrément de son régulateur d'origine ayant fait l'objet d'une reconnaissance par l'AMF sur le fondement de la liberté d'établissement ou de la liberté de prestation de service (articles 19 à 22 de l'Instruction AMF n°2008-03). Une copie (certifiée conforme par un dirigeant social) de l'attestation d'agrément est transmise à la CDC et sera ajoutée en annexe A.

Il en va de même dans l'hypothèse où une nouvelle délégation de gestion à une entreprise établie dans un pays tiers serait proposée et sous réserve qu'un accord de coopération autorisant une telle délégation ait été conclu entre l'autorité de surveillance de l'entreprise tiers et l'Autorité Européenne des Marchés Financiers et/ou l'Autorité des Marchés Financiers. Une copie de l'accord de coopération en vigueur et tout élément de preuve permettant de démontrer la capacité du délégataire à réaliser les prestations qui lui sont déléguées sur le fondement de l'accord de coopération (copie des agréments / autorisations / habilitations dans l'Etat d'origine ainsi que tout autre élément qui serait requis aux termes de l'accord de coopération) est transmise à la CDC et sera ajoutée en annexe A.

En toutes hypothèses, que le Titulaire exerce sa mission seul ou avec l'assistance d'un ou plusieurs délégataires, celui-ci assume seul vis-à-vis de la CDC, la responsabilité financière et juridique liée à la signature et la mise en œuvre de la Convention.

15 COMPTE-RENDU DE GESTION ET TRANSMISSION D'INFORMATIONS

15.1 Le Titulaire s'engage à effectuer pour la CDC les reporting prévus en Annexes E et I et précisés par Ordre de Service.

15.2 Les modalités de ces reportings pourront être ajustées par Ordre de Service.

15.3 Des réunions de suivi de gestion entre la Société de gestion et la CDC auront lieu selon un calendrier défini conjointement, au moins deux fois par an ou plus fréquemment à la demande, formalisées par un compte rendu.

16 RESPONSABILITÉ – INDEMNITES

16.1 Toute fausse déclaration du Titulaire au titre de l'article 4.1 constitue une faute qui engage sa responsabilité.

16.2 Le Titulaire assume la responsabilité et garantit la CDC ou le FIA contre toute perte, réclamation, demande, réparation ou frais que la CDC ou le FIA pourraient subir du fait de toute inexécution, ou mauvaise exécution, d'une de ses obligations au titre de la Convention, qu'il s'agisse de négligence, imprudence, défaillance intentionnelle ou fraude commise par le Titulaire ou un de ses délégataires ou prestataires. A ce titre, le Titulaire indemniser la CDC, ou le FIA selon les cas, de toutes sommes (y compris dépens judiciaires, honoraires et frais d'avocats), de tout coût et de toute perte supportée par cette dernière ou le FIA, sur simple présentation par la CDC des justificatifs appropriés, en relation directe avec une inexécution, mauvaise exécution, négligence, imprudence, défaillance intentionnelle ou fraude du Titulaire.

Notamment, le montant de l'indemnité résultant du préjudice qui serait subi en cas de dépassement de limite ou de non-respect de l'univers d'investissement du FIA du fait du Titulaire sera calculé et versé selon la méthodologie décrite à l'Annexe H.

En revanche, le Titulaire ne pourra être tenu pour responsable des dépassements de limite ou du non-respect de l'univers d'investissement décrit à l'Annexe G qui seraient sans lien avec son action et liés à une modification substantielle et non prévisible des conditions prévalant sur les marchés financiers.

17 AJUSTEMENTS ET MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

17.1 Les ajustements non significatifs de la Convention et de ses modalités d'exécution sont notifiés par la CDC au Titulaire par Ordre de Service.

17.2 Les modifications significatives de la Convention donneront lieu à un avenant écrit signé par les parties.

18 ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION

La Convention est conclue pour la durée de l'Accord-Cadre, tel que présenté en préambule, sauf résiliation anticipée dans les conditions prévues à l'article 19 ci-après.

En conséquence, la **durée de la Convention ne pourra excéder**, sauf prolongation de la durée de l'Accord-Cadre, le terme de sept ans ferme à compter de la notification de ce dernier. La notification de la Convention intervient via la plate-forme des achats de l'État (PLACE) dans le cadre de la notification de l'accord-cadre.

En cas de prorogation de l'Accord-Cadre, la Convention devra faire l'objet d'une prorogation d'une durée similaire. Cette évolution sera formalisée par voie d'avenant sans que le titulaire du mandat ne puisse refuser ladite prorogation.

19 RESILIATION

19.1 Résiliation sans faute

La Convention peut être résiliée par la CDC à tout moment avec un préavis de trois mois, pour motif d'intérêt général.

La résiliation anticipée pour motif d'intérêt général n'ouvre aucun droit à indemnité pour l'une ou l'autre des parties.

19.2 Résiliation pour faute

La Convention peut être également résiliée par la CDC à tout moment dans les cas et conditions suivants :

- après mise en demeure adressée au Titulaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le cas où celui-ci, par un acte ou par une omission, a méconnu ses engagements au titre de la Convention, dans la mesure où le Titulaire ne remédie pas au manquement constaté dans le délai imparti fixé dans la mise en demeure;
- sans qu'il soit nécessaire de mettre en œuvre préalablement une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, si (i) le Titulaire n'obtient pas ou ne dispose plus de l'agrément requis pour exercer sa mission (ii) après signature de l'Accord-Cadre, la CDC constate des inexactitudes dans les documents et renseignements mentionnés notamment à l'article R.2143-3 du code de la commande publique.

Le préjudice subi du fait du comportement fautif du Titulaire ouvre droit à réparation au bénéfice du FIA ou de la CDC. En cas de résiliation pour faute du Titulaire, celui-ci ne peut prétendre à aucune indemnité.

19.3 Conséquences de la fin de la Convention

L'expiration de la Convention, à l'issue de la période convenue à l'article 18 ci-dessus ou lors d'un cas de résiliation anticipée, sera sans effet sur l'obligation du Titulaire d'assurer la bonne fin des transactions en cours dans les termes et conditions prévus à la Convention.

- (a) Au terme de la durée de la Convention, la CDC transfère, le cas échéant, la gestion du FIA au gestionnaire de son choix. Le Titulaire s'engage à collaborer pleinement de bonne foi avec la CDC et les tiers désignés par elle en vue de la bonne fin du transfert et à préserver à cette occasion les intérêts du RAVGDT en qualité de porteur du FIA.
- (b) En cas de résiliation anticipée de la Convention, le Titulaire assurera la gestion conservatoire du FIA, selon les instructions de la CDC, pendant une période fixée dans la lettre de résiliation envoyée par voie de recommandé avec avis de réception.

Dans tous les cas, au plus tard à la date d'effet de l'expiration de la Convention, le Titulaire arrête un compte-rendu faisant apparaître les résultats de la gestion pour la dernière période considérée, et dresse un relevé des actifs du FIA.

20 DIVERS

20.1 Toute notification requise ou permise en vertu des stipulations de la Convention devra être en forme écrite et sera valablement effectuée si elle est envoyée par courrier recommandé avec avis de réception, ou par courriel ou télécopie confirmé par courrier recommandé avec avis de réception, adressé au siège social d'une partie tel qu'il figure en tête de la Convention, à l'attention d'une Personne Autorisée. Les notifications faites par courriel ou télécopie seront présumées avoir été faites à la date d'envoi du courriel ou de la télécopie, à la condition que chaque notification par courriel ou télécopie soit confirmée par courrier recommandé avec avis de réception expédié le même jour.

Chaque partie pourra modifier l'adresse à laquelle devront lui être envoyées les notifications et leur copie, en notifiant ledit changement à l'autre partie ainsi qu'il est prévu ci-dessus.

20.2 La Convention a été établie en langue française. Toute traduction dans une autre langue ne pourrait être réalisée que par commodité. En cas de contradiction entre la version française et sa traduction, la version française fait seule foi.

20.3 La Convention, son préambule et ses annexes ainsi que les pièces contractuelles de l'Accord-Cadre forment un même ensemble contractuel.

20.4 En cas de contradiction entre les stipulations de ces différentes pièces contractuelles, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement de l'Accord-Cadre et ses éventuelles annexes ;
- la présente Convention et ses annexes ;
- les ordres de service ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
-
- l'offre technique et financière présentée par le Titulaire dans le cadre de la procédure de mise en concurrence relative à l'attribution de l'Accord-Cadre ainsi que les questionnaires de l'offre.

20.5 L'exécution de la convention interviendra par voie d'Ordres de Service notifiés par la CDC fixant au fur et à mesure des besoins, les montants à investir ou à désinvestir dans le FIA. Ces Ordres de Service peuvent être des souscriptions ou des rachats de parts du FIA. C'est la raison pour laquelle les montants des actifs en gestion ne sont donnés qu'à titre indicatif. Ils ne constituent qu'une estimation raisonnable réalisée sur la base du montant prévisible des actifs dont disposera le RAVGDT lors du démarrage de la gestion du FIA.

Le cas échéant, dans son intérêt, il pourra être décidé par la CDC d'une diminution des actifs gérés au sein du FIA.

Il est précisé à toutes fins utiles que pendant la durée de la Convention, la CDC pourra lancer de nouvelles procédures de marchés publics pouvant porter le cas échéant sur des actifs similaires hors de la présente Convention ou sur d'autres univers d'investissement.

20.6 La Convention est soumise au droit français. Son interprétation et son application relèvent exclusivement de la compétence des juridictions françaises.

Fait à Paris, le

Pour la Caisse des dépôts et
consignations

Pour le Titulaire

La Directrice des finances de
la Direction des politiques
sociales, **Myriam Métais**

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A :	Copie de l'attestation d'agrément du Titulaire (permettant de gérer un FIA de droit français)
ANNEXE B :	Pour un Titulaire non français : copie de l'attestation d'agrément pour la gestion collective dans le pays d'origine et des pièces du passeport du Titulaire pour gérer le FIA.
ANNEXE C :	Attestation d'assurance
ANNEXE D :	Liste des membres de l'Equipe Dédiée
ANNEXE E :	Reporting ISR
ANNEXE F :	Coûts portés par le FIA dans le cadre de cette convention
ANNEXE G :	Présentation des Objectifs et de l'Univers de Gestion du FIA
ANNEXE H :	Régularisations et Indemnisations
ANNEXE I :	Reporting de gestion
ANNEXE J :	Liste du (ou des) délégataire(s) du Titulaire et des fonctions déléguées
ANNEXE K :	Certificat de conformité semestriel
ANNEXE L :	Modèle d'ordre de Service
ANNEXE M :	Procédure de pré-affectation des ordres
ANNEXE N :	Liste des OPC autorisés
ANNEXE O :	Charte ISR du RAVGDT

ANNEXE A

**COPIE DE L'ATTESTATION D'AGREMENT DU TITULAIRE FRANCAIS PERMETTANT DE GERER UN FIA
(RELEVÉ DE DECISION D'AGREMENT ET GRILLE VISEE PAR L'AMF)**

ANNEXE B

**POUR UN TITULAIRE EUROPEEN NON FRANÇAIS : COPIE DE L'ATTESTATION D'AGREMENT POUR LA
GESTION COLLECTIVE DANS LE PAYS D'ORIGINE ET DES PIECES ATTESTANT DU PASSEPORT DU
TITULAIRE POUR GERER UN FIA EN FRANCE**

ANNEXE C

ATTESTATION D'ASSURANCE

ANNEXE D

LISTE DES MEMBRES DE L'EQUIPE DEDIEE

ANNEXE E

REPORTING ISR

1. PRINCIPES GENERAUX

1.1 Objectifs du reporting

La vocation du reporting est de permettre au service gestionnaire :

- D'apprécier la manière dont les sociétés de gestion **intègrent à leur processus d'investissement** les principes ISR du RAVGDT ;
- D'apprécier la qualité et l'évolution **ESG et Climat** des portefeuilles ;
- D'apprécier la **politique d'engagement** des sociétés de gestion ;
- D'être le **point de départ du dialogue** avec les sociétés de gestions.

1.2 Rappel des termes du mandat concernant le reporting ISR

- La devise des reportings est l'euro ;
- Les reportings seront fournis sous format numérique.

1.3 Calcul de la note ISR

Les notations ISR demandées (en global et par domaine ESG) sont celles issues des **méthodologies des sociétés de gestion**.

1.4 Précisions sur les dates de calcul des éléments de reporting

Les reportings trimestriels seront établis sur la base de la valeur liquidative « fin de mois » du dernier mois du trimestre civil considéré. Les données et indicateurs carbone doivent être les plus récents possibles.

1.5 Comparaison du portefeuille à son indice de référence

L'allocation stratégique cible est indiquée en annexe G du mandat de gestion.

Si des évolutions de l'allocation stratégique cible étaient demandées par ordre de service, le calcul de la note en sera modifié par conséquent.

2. SPECIFICITES TECHNIQUES

2.1 Dates de transmission

Lorsqu'il est fait référence à un délai de transmission sous la forme J+X, X représente le nombre de **jours ouvrés** à compter de J, date de valorisation de fin de période des reportings.

- Reporting trimestriel (au 31/03, 30/06, 30/09, 31/12) : J + 20

2.2 Modalités de transmission

Les fichiers de reporting doivent être transmis par **email** à l'adresse :

RAVGDT-gestion-diversifiee@caissedesdepots.fr

L'objet du mail doit faire référence à l'ISR, au libellé du FIA, au n° de l'Accord-Cadre , au nom de la société de gestion, et à la périodicité. A titre d'exemple, l'objet de mail pour un reporting trimestriel du FIA géré par la société de gestion X serait : « **ISR** – Accord-Cadre n°x _ Nom du FIA – X – reporting trimestriel ».

Les mails doivent être disjoints dès lors qu'il s'agit de FIA différents dans le cas où le titulaire aurait plusieurs mandats Ircantec.

Lors d'un envoi de correction, l'objet du mail doit contenir la mention : « Annule et remplace ».

2.3 Formats de fichier

- Les fichiers devront être constitués sous le format « .pdf » (fichier Acrobat Reader) ;
- Un ordre de service ultérieur pourrait demander des informations au format Excel.

2.4 Nomenclature des noms de fichier

Les fichiers doivent être nommés comme suit :

ISR _ n° de l'Accord-Cadre_ Nom du FIA _date de fin du reporting (aammjj). Extension

3. ELEMENTS DE REPORTING : TRIMESTRIEL

3.1 Faits marquants ESG

Vous indiquerez les faits marquants ESG relatifs aux titres du portefeuille sur la période écoulée. Vous indiquerez notamment si des titres du portefeuille ont fait l'objet de controverses (nombre de controverses, sévérité des controverses, évolution par rapport au précédent reporting, etc) et la manière dont vous avez traité ces événements (dégradation de la note ESG, sortie du titre du portefeuille, dialogue avec l'entreprise, etc.).

3.2 Performance ESG du portefeuille, des secteurs et des émetteurs

- **Evaluation quantitative du portefeuille total**

Vous indiquerez pour le portefeuille et son allocation stratégique cible :

- La note ESG globale
- La note ESG par pilier E, S et G
- Les taux de couverture respectifs de chacune de ces notes

- **Evaluation sectorielle**

Vous indiquerez pour le portefeuille et son allocation stratégique cible :

- Le poids de chaque secteur d'activité (classification GICS, ICB ou autre de niveau 2)
- La note ESG globale de chaque secteur d'activité

- **Evaluation quantitative des émetteurs**

Vous indiquerez pour le portefeuille :

- La note ESG globale des principales positions (top 5)
- La note ESG globale des principaux contributeurs (top 5)
- La note ESG globale des principaux détracteurs (top 5)

3.3 Performance climat du portefeuille, des secteurs et des émetteurs

- **Evaluation quantitative de l'empreinte carbone du portefeuille**

Vous indiquerez pour le portefeuille et son allocation stratégique cible – périmètre « entreprises » :

- Les émissions de carbone en tCO₂eq
- L'intensité carbone par million de revenus générés (C/R)
- La moyenne pondérée de l'intensité carbone (WACI)

Formules :

Intensité carbone par million de revenus générés (C/R) :

$$\frac{\sum_{i=0}^n \left(\frac{\text{valeur de l'investissement } i}{\text{Capitalisation boursière de l'émetteur } i} * \text{émissions de GES de l'émetteur } i \right)}{\sum_{i=0}^n \left(\frac{\text{valeur de l'investissement } i}{\text{Capitalisation boursière de l'émetteur } i} * \text{revenus de l'émetteur } i \right)}$$

Moyenne pondérée de l'intensité carbone (WACI) :

$$\sum_{i=0}^n \left(\frac{\text{valeur de l'investissement } i}{\text{valeur du portefeuille}} * \frac{\text{émissions de GES de l'émetteur } i}{\text{revenus de l'émetteur } i} \right)$$

Vous indiquerez pour le portefeuille et son allocation stratégique cible – périmètre « souverains » :

- L'intensité carbone moyenne pondérée (tCO₂eq/ PIB)
- Les émissions carbone par million de PIB généré

Formules :

Intensité Carbone Moyenne Pondérée :

$$\sum_i^n W_i * \left(\frac{\text{Emissions du pays (tonnes de CO}_2\text{eq)}_{ic}}{\text{PIB}_{ic}} \right)$$

Emissions Carbone par million de PIB généré :

$$\frac{\text{tonnes de CO}_2\text{eq}}{\text{PIB}} = \frac{\sum_i^n \text{tonnes de CO}_2\text{eq}_{ic}}{\sum_i^n \text{PIB}_{ic}}$$

• **Evaluation sectorielle**

Vous indiquerez pour le portefeuille et son allocation stratégique cible :

- Le poids des secteurs au sein du portefeuille
- Le poids des secteurs au sein de l'allocation stratégique cible
- Les émissions carbone en tCO₂eq pour le portefeuille
- Les émissions carbone en tCO₂eq pour l'allocation stratégique cible
- Les émissions financées pour le portefeuille
- Les émissions financées pour l'allocation stratégique cible

Le niveau de couverture en poids restreint à l'analyse scope 1, 2 et 3 sera renseigné.

• **Evaluation de l'exposition aux sources d'énergies**

Vous indiquerez pour le portefeuille et son allocation stratégique cible :

- L'exposition aux énergies renouvelables (moyenne pondérée % d'exposition au chiffre d'affaires) ;
- L'exposition au charbon thermique (moyenne pondérée % d'exposition au chiffre d'affaires) ;
- L'exposition au pétrole et gaz conventionnels (moyenne pondérée % d'exposition au chiffre d'affaires) ;
- L'exposition aux énergies non conventionnelles (moyenne pondérée % d'exposition au chiffre d'affaires).

• **Evaluation quantitative des émetteurs**

Vous indiquerez pour le portefeuille :

- L'exposition des émissions relatives des principales positions (top 5)
- L'exposition des émissions relatives des principaux contributeurs (top 5)
- L'exposition des émissions relatives des principaux détracteurs (top 5)

3.4 Engagement

Vous indiquerez notamment :

- La liste des entreprises dans lesquelles le RAVGDT est investi que vous avez engagées sur le trimestre, en détaillant les problématiques abordées et les résultats obtenus.

ANNEXE F

Coûts portés par le FIA dans le cadre de la Convention

1. Frais de gestion

- Les frais de gestion fixes dans la seconde colonne sont ceux qui rémunèrent le candidat et son (ses) délégataire (s) éventuel (s) au titre des services décrits dans la Convention de Gestion du FIA établie par la Caisse des Dépôts.
- Ces frais couvrent tous les frais de gestion sauf les frais du Dépositaire, les frais du Valorisateur et les frais liés aux opérations et aux conditions d'intermédiation et autres coûts exceptionnels survenus dans le cadre de la gestion du FIA.
- Ces frais de gestion comprennent les honoraires du commissaire aux comptes du FIA, le coût des indices et les coûts du *reporting*.
- Les frais de gestion dans le tableau ci-après sont calculés en prenant comme assiette l'Actif Net du FIA hors OPCVM ou autres supports collectifs du Groupe. Ces frais sont hors TVA, si celle-ci s'applique. Le calcul se fera suivant le barème dégressif, en coût marginal, défini dans le tableau suivant qui devra être complété par le Titulaire.

Actif Net _[1]	Taux de frais de gestion annuels
0 – 100	F1 [à renseigner par le candidat]
100 – 200	F2 [à renseigner par le candidat]
200 – 300	F3 [à renseigner par le candidat]
300 – 400	F4 [à renseigner par le candidat]
400 – 500	F5 [à renseigner par le candidat]
500 – 600	F6 [à renseigner par le candidat]
600 – 700	F7 [à renseigner par le candidat]
700 - 800	F8 [à renseigner par le candidat]
Supérieur à 800	F9 [à renseigner par le candidat]

[1] exprimé en millions d'€, hors OPC ou autres supports collectifs du Groupe

Les taux de commissions F1, F2, F3, F4, F5 et F6, F7, F8, F9 sont des taux annuels marginaux qui s'appliquent pour un encours donné à chacune des tranches du barème ci-dessus.

Exemple :

Pour un encours constant du Portefeuille de 300 Mns EUR, les frais fixes seront calculés comme suit :
Frais fixes (en Mns EUR) = [100 x F1%] + [100 x F2%] + [100 x F3%]

2. Frais de gestion et de suivi des Fonds Collectifs Sous-Jacents

- Ces frais couvrent tous les frais liés à la gestion des Fonds Collectifs d'actifs non cotés transférés dans le FIA sur instruction de la CDC. Cela inclut la gestion des tirages et des distributions des fonds, toutes autres demandes opérationnelles liées à ces fonds, et les besoins de reporting listés en Annexe I.

Nombre de fonds	Frais de gestion totaux annuels (€)
0	
1 – 5	
6 – 10	
10+	

3. Informations complémentaires

Le Titulaire fournira une estimation :

- des coûts d'exécution des ordres rapportés à l'Actif net, en moyenne annuelle (analyse « *best execution* ») ;
- une grille des frais de transaction par nature ;
- du coût du reporting (inclus dans les frais de gestion)

ANNEXE G

PRESENTATION DES OBJECTIFS ET DE L'UNIVERS DE GESTION

1. Objectifs de la gestion

La gestion sera active.

Il s'agit d'un FIA investi sur plusieurs classes d'actifs de manière flexible. La cible de rendement minimum sera à indiquer pour information.

L'allocation stratégique cible du FIA est composée de 30% de l'indice MSCI World, 20% Bloomberg Barclays World Govt Inflation Linked Bonds 1-10 ans couvert en Euro, 20% Bloomberg Barclays Capital Global Treasury Majors couvert en Euro, 27% Bloomberg Barclays Global Aggregate Corporate couvert en Euro et 3% d'actifs non cotés. Cette dernière pourra évoluer et sera amendée par Ordre de Service le cas échéant.

Le benchmark du portefeuille coté sera celui correspondant aux actifs cotés, constitué de : 30,93% MSCI World, 20,62% Bloomberg Barclays World Govt Inflation Linked Bonds 1-10 ans couvert en Euro, 20,62% Bloomberg Barclays Capital Global Treasury Majors couvert en Euro et 27,83% Bloomberg Barclays Global Aggregate Corporate couvert en Euro.

2. Investissements autorisés

Le Titulaire peut utiliser pour la gestion du FIA, les Instruments Financiers suivants :

- (a) Actions, titres assimilés et autres Instruments financiers attachés à leur détention (par exemple : issus d'opérations sur titres).
- (b) Valeurs mobilières obligataires, titres de créance négociables et valeurs assimilées (dont les obligations indexées inflation) de notation BBB- ou supérieure. Cela inclut les obligations (taux fixes et taux variables) des entreprises, gouvernements et agences nationales ou supranationales.
- (c) Les titres autorisés devront être émis par des sociétés domiciliées ou des entités ayant leur siège social dans un pays OCDE de la liste suivante et devront être cotés sur un Marché Réglementé d'un de ces pays : pays de la zone Euro, Royaume Uni, Suisse, Danemark, Norvège, Suède, Etats-Unis d'Amérique, Canada, Japon, Australie, Nouvelle Zélande.
Le critère de détermination du pays est le code Bloomberg « Country of Domicile ».
- (d) OPC domicilié dans un pays de l'OCDE.
- (e) Les liquidités pourront être investies en OPC monétaires.
- (f) Les Futures et options sur les Marchés Réglementés.
- (g) Swaps de change, spot et contrats de change à terme pour la couverture de change.
- (h) Les options de taux d'intérêt, swaps de taux d'intérêt et swaps d'inflation.

La liste des Instruments autorisés pourra être revue par Ordre de Service.

La liste des OPC sera proposée par le titulaire et ils seront utilisés après accord préalable de la CDC par Ordre de Service.

3. Investissements non autorisés

- (a) Tous les Instruments Financiers non explicitement autorisés sont interdits.
- (b) Sont exclues de l'univers d'investissement les entreprises fabriquant et commercialisant des armes interdites par les conventions internationales, Cette exclusion s'entend pour les titres détenus en direct et au travers d'OPC.
- (c) Sont exclues de l'univers d'investissement les entreprises et les entités émettrices domiciliés (au sens « **Country of Domicile** » Bloomberg) dans un pays faisant l'objet de sanction ou embargo, dans un des pays figurant dans l'ETNC, dans la liste noire publiée par l'Union Européenne, dans la liste de l'union européenne des juridictions de pays tiers à haut risque PTHR ou dans les pays identifiés par le GAFI comme :
 - a. Les juridictions présentant des défaillances stratégiques en matière de LCB/FT et qui font l'objet d'un appel du GAFI à ses membres et aux autres juridictions à appliquer des contre-mesures.
 - b. Les juridictions présentant des défaillances stratégiques en matière de LCB/FT qui n'ont pas fait de progrès suffisants ou qui ne se sont pas engagées à suivre un plan d'action élaboré avec le GAFI, afin de remédier à leurs défaillances.

4. Limitation des risques en complément de la réglementation des FIA

4.1. Gestion des limites

- (a) Le gérant ne pourra pas investir sur des obligations dont les émissions ont un encours inférieur ou des actions dont la valeur boursière est inférieure au moment de l'achat à :
 - 300 millions d'EUR pour les émissions libellées en EUR
 - 500 millions d'USD pour les émissions libellées en USD
 - 250 millions de GBP pour les émissions libellées en GBP
 - 350 millions de CHF pour les émissions libellées en CHF
 - 450 millions de AUD pour les émissions libellées en AUD
 - 450 millions de CAD pour les émissions libellées en CAD
 - 35 milliards de JPY pour les émissions libellées en JPY
 - 3000 millions de SEK pour les émissions libellées en SEK
 - 3000 millions de NOK pour les émissions libellées en NOK
 - 2500 millions de DKK pour les émissions libellées en DKK
 - 300 millions de NZD pour les émissions libellées en NZD
- (b) L'exposition aux actions, directement ou indirectement via des OPC, sera comprise entre 25% et 35% de l'actif net du FIA.
- (c) L'exposition aux obligations souveraines nominales, directement ou indirectement via des OPC, sera comprise entre 15% et 25% de l'actif net du FIA.
- (d) L'exposition aux obligations souveraines indexées, directement ou indirectement via des OPC, sera comprise entre 15% et 25% de l'actif net du FIA.
- (e) L'exposition aux obligations d'entreprises (crédit), directement ou indirectement via des OPC, sera comprise entre 22% et 32% de l'actif net du FIA.
- (f) L'ensemble des titres hors indice ne devra pas excéder 10% de l'actif net du FIA.
- (g) L'exposition maximale directe sur un titre vif coté ne pourra pas excéder 5% de l'actif net du FIA.
- (h) L'exposition maximale directe sur un émetteur ne pourra pas excéder 10% de l'actif net du FIA.
- (i) L'exposition maximale sur l'ensemble des OPC ne pourra pas excéder 20% de l'actif net du FIA.
- (j) L'exposition maximale sur le cash et les cash équivalents ne pourra pas excéder 10% de l'actif net du FIA.
- (k) Le ratio d'emprise du FIA dans un même OPC sera inférieur à 10% de l'Actif Net de l'OPC.

- (l) Les produits dérivés sont autorisés. L'exposition globale à des risques résultant des engagements et des positions en titres vifs ne pourra excéder 150% de l'actif net selon la méthode de l'engagement net de l'AIFM.
- (m) Les swaps de change, spot et contrats de change à terme sont utilisés en couverture du risque de devises. La somme de ces engagements est limitée à 100% de l'actif net.

4.2. Risque de Contrepartie

- (a) L'engagement net du FIA sur chaque contrepartie, ne devra pas excéder 2% de l'Actif Net du FIA.

4.3. Risque de Change

- (a) La couverture du risque de change sera au minimum de 70% de l'actif net du FIA.
- (b) Liste des devises autorisées :
 - Actions et titres assimilés : AUD, EUR, CAD, DKK, GBP, JPY, NZD, NOK, SEK, CHF, USD
 - Valeurs mobilières obligataires, titres de créance négociables et valeurs assimilées : AUD, EUR, CAD, DKK, GBP, NZD, NOK, SEK, CHF, USD.

4.4. Risque opérationnel

- (a) Les découverts en espèce ne sont pas autorisés, en date de valeur (comptes espèces du FIA chez le dépositaire) et les découverts en titres ne sont pas autorisés.

ANNEXE H

REGULARISATIONS ET INDEMNISATIONS

1. Dépassements de limite, y compris découverts, ou non-respect de l'univers d'investissement du FIA

En cas de dépassements de limite, y compris découverts, ou de non-respect de l'univers d'investissement du FIA, le Titulaire doit régulariser la situation le plus rapidement possible.

Dans le cas où le dépassement de limite, le découvert ou le non-respect de l'univers d'investissement du FIA sont le fait du Titulaire et entraînent un préjudice financier pour la CDC, le Titulaire indemniser le FIA en lui versant une indemnité P , positive, définie de la façon suivante :

1.1. Cas d'un achat ayant entraîné un dépassement, un découvert ou un non-respect de l'univers d'investissement du FIA :

M_a : montant de l'achat

M_v : montant de la vente

F : frais induits par ces opérations

I_p : indemnité de portage calculée à partir du taux monétaire de référence pendant cette période (cf. point 2 *infra*)

$$P = M_a - M_v + F + I_p$$

1.2. Dans les autres cas, le mode de calcul est similaire.

2. De façon plus générale

De façon plus générale, toute perte ou frais que pourrait subir le FIA du fait de toute inexécution ou mauvaise exécution d'une des obligations du Titulaire devra être indemnisé pour son montant exact augmenté d'une indemnité de portage calculée à partir du taux monétaire de référence, EONIA capitalisé + 100 b

ANNEXE I

REPORTING DE GESTION

PRINCIPES GENERAUX

1.1 *Précisions sur les dates de calcul des éléments de reporting*

Les **reportings hebdomadaires** de valorisation des portefeuilles et des performances sont établis sur la base de la valeur liquidative du **vendredi**. En cas de jour férié TARGET tombant un vendredi, le reporting sera basé sur la valeur liquidative du jour ouvré précédent.

Les **reportings mensuels** seront établis sur la base de la valeur liquidative « fin de mois » (dernier jour de bourse du mois).

De même, les **reportings trimestriels** seront établis sur la base de la valeur liquidative « fin de mois » du dernier mois du trimestre civil considéré.

Lorsqu'il est fait référence à un délai de transmission sous la forme J + X, X représente le nombre de jours **ouvrés** à compter de J, date de valorisation de fin de période des reportings.

2 SPECIFICITES TECHNIQUES

2.1 *Modalités de transmission*

Le Titulaire fournira les fichiers de reporting par courriel.

Les fichiers devront être envoyés selon les délais demandés à l'adresse suivante :

RAVGDT-gestion-diversifiee@caissedesdepots.fr

L'objet du courriel doit faire référence au n° de l'Accord-Cadre, au libellé du FIA, à la périodicité et à la date de valorisation.

Les courriels doivent être disjoints dès lors qu'ils concernent soit une périodicité différente (hebdomadaire, mensuelle ou trimestrielle), soit un FIA différent (deux FIA donnent lieu à des codes Accord-cadre / code mandat différents) dans le cas où le titulaire a plusieurs mandats RAVGDT.

Lors d'un envoi de correction, l'objet du courriel doit contenir la mention « Annule et Remplace ».

Il peut y avoir plusieurs courriels pour une même périodicité et un FIA donné, dès lors que les pièces jointes sont trop volumineuses (taille des fichiers joints).

2.2 *Formats de fichier*

Les fichiers devront être constitués sous les formats suivants :

- Reporting mis en forme : fichier Acrobat Reader (.pdf)
- Reporting de données exploitables : fichier au format .xlsx avec séparateur décimal « , » (lecture : virgule), selon des fiches techniques fournies en annexe 2 ou dans des ordres de service ultérieurs.

2.3 Nomenclature des noms de fichiers :

Il est impératif de constituer les différents fichiers par un nom défini comme suit :

Code de l'Accord-Cadre (5 car)_code du mandat (5 car)_code du reporting (7 car)_date de fin du reporting (aammjj).extension

Exemple : **005_005_GESTION_120731.pdf** correspond :

- pour le premier élément, au code de l'Accord-Cadre
- au code du mandat (correspondant au n° du mandat dans le l'Accord-Cadre), ce code (ou numéro) de mandat sera communiqué par la CDC lors du démarrage du mandat,
- au code du reporting, dont la nomenclature figure dans le tableau de synthèse en annexe 3,
- et à la date de fin de période du reporting considéré : date à définir

3 ELEMENTS DE REPORTING

3.1 Reporting hebdomadaire (fichier **PERFHEB**) (J + 2)

Ce reporting sera fourni dans un délai de 2 jour ouvré par rapport à la date de valorisation hebdomadaire.

Les données seront envoyées :

- sous forme d'un fichier *pdf* selon la matrice décrite ci-après et
- au format *xlsx*, séparateur champ « | » et décimal « . » (dessin de fichier en annexe 2).

La matrice du reporting hebdomadaire au format pdf est la suivante :

Reporting hebdomadaire au : jj/mm/aaaa

Fonds : IRCANTEC Lot 002 Mandat 002	Nom du responsable du reporting :
Benchmark : Barclays Euro Aggregate 3-5ans	Tél :
Code ISIN :	
Société de gestion :	
Nom du responsable du FCP :	Date dernière mise à jour prospectus :
Tél :	

VL	Nb Parts FCP	Actif net FCP	Performance hebdo. FCP	Performance hebdo. Benchmark	Ecart de perf.	Performance YTD FCP	Performance YTD Benchmark	Ecart de perf.

Les informations restituées sont les suivantes :

- Date de valorisation hebdomadaire (entête)
- Actif Net
- Valeur liquidative
- Nombre de parts
- Performance hebdomadaire du FIA, du benchmark et l'écart entre les deux
- Performance YTD du FIA, du benchmark et l'écart entre les deux

3.2 Reporting de gestion mensuel (fichier **GESTION**) (J + 10)

Ce reporting sera fourni dans un délai de 10 jours ouvré par rapport au dernier jour de bourse du mois.

Les données seront envoyées sous forme d'un fichier *pdf* et d'un fichier de données au format *xlsx* séparateur champ « | » et décimal « . » (fichier INVENTA, cf. annexe 2).

La présentation du reporting reste à l'appréciation du gestionnaire ainsi que la mise en forme (charte graphique) : l'important est de respecter l'ordre des rubriques principales (caractéristiques, structure du

portefeuille, performance/risque, mouvements, etc) et l'ordre des éléments de reporting, et enfin le type d'élément (graphique ou tableau).
Les informations contenues dans le cartouche du reporting hebdomadaire seront reprises dans le fichier gestion (format pdf).

Les éventuels éléments complémentaires de reporting que le gestionnaire souhaite ajouter seront insérés dans l'une des rubriques adéquates.

Les formules de calculs figurent en annexe 1.

3.2.1 Rubrique « Caractéristiques »

Il s'agit des caractéristiques du FIA :

- Date de démarrage : il s'agit de la date de premier abondement ou de la date de transfert
- Dernière date d'agrément AMF
- Souscription initiale ou montant initial (en cas de transfert)
- Cumul des souscriptions/rachats + montant initial, en €
- Actif net total en €
- Nombre de parts total du FIA (passif)
- Montant de la dernière VL, en €
- Date de la dernière VL

3.2.2 Rubrique « Commentaire de gestion »

Ce commentaire mensuel relate en quelques lignes les faits marquants sur la période écoulée concernant :

- l'évolution des marchés
- la gestion (notamment un commentaire sur la performance absolue et relative en faisant le lien avec les facteurs de risque, l'évolution des marchés et la justification des positions créant un risque actif par rapport au benchmark).

Par ailleurs, un commentaire est à fournir sur les données des rubriques suivantes.

3.2.3 Rubrique « Description du portefeuille »

La description du portefeuille comprendra les tableaux suivants :

Les montants seront exprimés en pourcentage de l'actif net. Les OPC seront ventilés selon les classes d'actifs décrites précédemment.

- Décomposition du portefeuille et du benchmark par classes d'actifs, par pays et par facteurs de risque (si applicable).

Les montants seront exprimés en pourcentage de l'actif net, une colonne supplémentaire présentera le pari actif, une autre l'évolution du poids sur la période.

- Décomposition du portefeuille par devise de cotation : ces tableaux détailleront le montant par devise de cotation et le montant résiduel après couverture (s'il existe des couvertures).
- Répartition de la poche Actions
 - par capitalisation
 - par style
- Répartitions par pays et par tranche de maturité en comparaison avec le benchmark actifs cotés
- Les répartitions de la poche taux (avec si possible transposition des OPC taux) en comparaison avec le benchmark :
 - suivant les catégories d'émetteurs du benchmark (Agences, Supranational, Entreprises, ...)

- suivant les différents risques crédit (la notation retenue comme référence sera la note Baloise minimum des deux meilleures parmi les trois agences Standard & Poors, Moody's et Fitch).
- Les 10 principales lignes actions détenues en direct du portefeuille, leur secteur économique, leur pays, le poids dans le benchmark, le poids de la ligne par rapport l'actif net du FCP.
- Les 10 principales lignes obligations détenues en direct du portefeuille, leur secteur économique, leur pays, le poids dans le benchmark, le poids de la ligne par rapport l'actif net du FCP. Une distinction pourra être faite entre les obligations souveraines et les obligations crédit.
- Les principaux écarts de pondération dans chacune des 4 classes d'actifs par rapport à leurs benchmark respectifs
 - 10 principaux écarts de sur-pondération
 - 10 principaux écarts de sous-pondération
 - en indiquant par ordre décroissant d'écart : la valeur, le secteur, le pays, le poids dans le benchmark de la classe d'actifs, le poids par rapport à la poche de la classe d'actifs et l'écart de poids.
- Répartition par contrepartie (un top 10 pourra être envisagé)
- Les contributions à la sensibilité Taux
 - par tranches de maturité (hors dérivés)
 - par tranches de maturité (dérivés compris)
 - par notation
 - par type émetteur.
- La sensibilité Taux du portefeuille et du benchmark sur un an glissant. Tableau et graphique associé sous forme d'histogramme

3.2.4 Rubrique « Description de la part investie en OPC » (actifs cotés)

Le titulaire fournira un tableau récapitulatif listant l'intégralité des OPC dans lequel le FIA est investi. Ce tableau précisera les éléments de performance et de risque suivants :

➤ Rappel des caractéristiques :

- Date de l'accord avec la CDC pour l'utilisation de cet OPC
- Type de part
- Code ISIN
- Désignation du benchmark de l'OPC
- Type de gestion (selon classification interne du Titulaire)
- Tracking Error annoncée (un objectif ou une limite)
- Principes de l'exposition au risque de change
- Caractéristique de l'OPC (classe d'actifs, zone géographique, ou critère de spécialisation pertinent)

➤ Eléments du mois :

- Actif Net Global de l'OPC ou du compartiment concerné.
- Pourcentage de l'Actif Net Global (de l'OPC ou du compartiment concerné) détenu par le FIA (ratio d'emprise).
- Performance de la participation RAVGDT sur le mois et YTD (cf. Annexe 1). La CDC pourra accepter une mise à jour trimestrielle de ces indicateurs.
- Performance de l'OPC sur le mois et YTD

- Performance du benchmark sur le mois et YTD
- Ecart de performance entre l'OPC et son benchmark de référence sur le mois et YTD
- Tracking Error ex-post
- Tracking Error ex- ante
- CVar (préciser les caractéristiques utilisées)

Le Titulaire fournira l'inventaire complet des OPC dans lesquels le FIA est investi (Cf. annexe 2) dans le fichier au format xlsx « INVENTA » ; nom des fichiers : code mandat (5 car)_INVENTA_nom de l'OPC.xlsx

Le Titulaire informera la CDC de tout changement significatif des processus de gestion des OPC dans lesquels le FIA est investi et communiquera toute nouvelle version des prospectus.

3.2.5 Rubrique « Performance »

- PERFORMANCE

Le reporting mensuel relatif aux performances sera composé :

- d'un **tableau récapitulatif** présentant la performance du portefeuille, de son benchmark et l'écart entre les deux :
 - sur le mois
 - depuis le début du trimestre civil (QTD)
 - depuis le début de l'année (YTD)
 - sur 12 mois glissants
 - depuis le début de la gestion (cumulée et annualisée)

Au cours de la 1ère année incomplète (ou mois ou trimestre), la date de départ sera la date de début de la gestion.
- d'un **graphique** comparant la courbe de performance du portefeuille à celle de son benchmark (base 100) et combinant l'écart de performance mensuelle sous forme d'histogramme.
- d'une analyse détaillée et commentée de la performance sur la période étudiée.

CONTRIBUTION A LA PERFORMANCE MENSUELLE ET YEAR-TO-DATE

Le titulaire fournira la contribution à la performance globale du portefeuille pour la période sous revue et depuis le début de l'année du FIA comme suit :

par classe d'actifs
par secteurs (actions et obligations)
par zone géographique / pays
par notation
par devise
Autres

- ATTRIBUTION DE LA PERFORMANCE MENSUELLE ET YEAR-TO-DATE

Le titulaire fournira l'attribution de performance du portefeuille pour la période sous revue et depuis le début de l'année selon les poches détaillées comme suit :

par classe d'actifs

par secteurs (actions et obligations)
par zone géographique / pays
par notation
par devise
effets lié à la duration et à la courbe
Autres

Le Titulaire fournira la liste des 5 valeurs contribuant le plus positivement et négativement à la performance relative, avec leur contribution sur la période sous revue, depuis le début de l'année, sur 12 mois glissant et depuis le lancement du FIA.

Le Titulaire fournira la liste des 5 valeurs contribuant le plus positivement et négativement à la performance absolue, avec leur contribution sur la période sous revue, depuis le début de l'année, sur 12 mois glissant et depuis le lancement du FIA.

3.2.6 Rubrique « Risque »

- RISQUE

Les indicateurs de risque seront fournis sur 12 mois glissants (au début par rapport à la date de démarrage) pour le portefeuille global. La diffusion pourra commencer à partir de 6 mois d'historique de gestion.

La Société de Gestion fournira la méthodologie de calcul de ces indicateurs au démarrage du mandat et en cas de changement.

- la volatilité globale annualisée du et du benchmark (calculée avec la série hebdomadaire)
- le ratio de Sharpe du FIA et du benchmark (en précisant le taux sans risque utilisé)
- le ratio d'information
- le Bêta du FIA
- la valeur en risque conditionnelle (CVar)
- la tracking error *ex-post* (calculée avec les séries hebdomadaires)
- la tracking error *ex ante*
- le nombre de lignes du FIA (y/c OPC) et du benchmark

Analyse de la tracking error *ex ante* globale avec information de la méthode de calcul utilisée et explication des écarts avec la tracking error *ex-post*.

Tableau détaillé des engagements par contrepartie, en cumulé (cumul des valeurs absolues des positions) et en solde (somme algébrique).

3.2.7 Rubrique « Inventaire du portefeuille du FIA »

L'inventaire valorisé du FIA détaillé par valeur indiquera pour chacune des lignes au moins :

- Le code valeur (code ISIN), son libellé, et la quantité de titres.
- Le cours et la valeur boursière totale (en €).
- Le prix de revient unitaire (en €).
- La part de la ligne dans le portefeuille.

L'inventaire valorisé sera isolé dans le fichier au format xls « INVENTA ».

3.2.8 Rubrique « Mouvements »

La description des mouvements effectués (hors ETF/OPC monétaires et produits dérivés) dans le mois comprendra :

- Les 5 principaux achats et les 5 principales ventes de la période (hors aller / retours), avec
 - ◆ le libellé de la valeur
 - ◆ le secteur
 - ◆ le montant en €
 - ◆ le pourcentage de l'actif net
 - ◆ le total des 5 principaux achats (k€)
 - ◆ le total des 5 principales ventes (k€)
- Le total cumulé des achats et le total cumulé des ventes du mois
- Les A/R *intradays* (achats et ventes sur la même valeur, indépendamment de la quantité) :
 - ◆ la date
 - ◆ le libellé de la valeur
 - ◆ le montant des achats
 - ◆ le montant des ventes
 - ◆ la date de négociation
- Le Turn – Over du portefeuille sur le mois, QTD, YTD et YTD annualisé.

3.2.9 Rubrique « Dérivés »

Les produits dérivés utilisés devront faire l'objet d'un affichage :

- des supports
- du type d'instrument
- de leur date de négociation
- de l'engagement en montant pour chacun de ces supports
- du sous-jacent
- de la valeur marché
- de la maturité

3.3 Reporting trimestriel (J + 15)

Ce reporting sera fourni dans un délai de 15 jours ouvré par rapport au dernier jour de bourse du trimestre civil.

Les données de fin de trimestre sur les actifs (fonds) non cotés pourront être mise à jour jusqu'à 90 jours ouvrés après la fin du trimestre, par envoi d'un fichier complémentaire ou mise à jour du rapport trimestriel initialement produit.

Les données seront envoyées dans un ou plusieurs fichiers au format *pdf*.

Le reporting trimestriel est composé du reporting mensuel du dernier mois du trimestre, auquel s'ajoutent les éléments décrits ci-après.

3.3.1 Commentaire de gestion trimestriel

Il relate les faits marquants de tous ordres sur la période écoulée, les décisions de gestion prises et l'impact sur le Portefeuille. Il présente les perspectives du marché et l'orientation de la gestion dans un futur proche.

Il présente la politique de couverture de change et la politique de gestion à travers les produits dérivés et détaille le suivi des contreparties.

Sur les OPC non cotés, le Titulaire pourra évoquer les opérations de la période et leur impact sur le portefeuille d'actifs non cotés ainsi que les flux prévisionnels attendus.

3.3.2 Contributions et attributions à la performance trimestrielle et Year to Date

- CONTRIBUTION A LA PERFORMANCE TRIMESTRIELLE ET YEAR-TO-DATE

Le titulaire fournira la contribution à la performance globale du portefeuille pour la période sous revue et depuis le début de l'année du FIA comme suit :

par classe d'actifs
par secteurs (actions et obligations)
par zone géographique / pays
par notation
par devise
autres

La poche Obligations sera répartie selon la classification du benchmark.

- ATTRIBUTION DE LA PERFORMANCE TRIMESTRIELLE ET YEAR-TO-DATE

Le titulaire fournira l'attribution de performance du portefeuille pour la période sous revue et depuis le début de l'année selon les poches détaillées comme suit :

par classe d'actifs
par secteurs (actions et obligations)
par zone géographique / pays
par notation
par devise
effets lié à la duration et à la courbe
autres

(Le cas échéant, un item « Divers » sera ajouté pour accueillir les OPC ou dérivés non attribuables facilement à une catégorie).

3.3.3 Rubrique « Description de la part investie en OPC » (actifs non cotés)

Le titulaire fournira un tableau récapitulatif listant l'intégralité des OPC investis en actifs non cotés dans lequel le FIA est investi. Ce tableau précisera les éléments de performance et de risque suivants :

- Rappel des caractéristiques :

- Date de l'accord avec la CDC pour l'utilisation de cet OPC
- Type de part
- Code ISIN

- Caractéristique de l'OPC (classe d'actifs, zone géographique, ou critère de spécialisation pertinent, date de lancement, période d'investissement, maturité légale)
- Montant engagé
- Montant investi

☞ Éléments du trimestre :

- Actif Net Global de l'OPC ou du compartiment concerné.
- Pourcentage de l'Actif Net Global (de l'OPC ou du compartiment concerné) détenu par le FIA (ratio d'emprise).
- Performance de la participation RAVGDT sur le trimestre et YTD (cf. Annexe 1) avec des éléments de performance pertinents pour chaque classe d'actifs (TRI, DPI, TVPI, RVPI, multiple net, etc.).
- Performance de l'OPC sur le trimestre et YTD

Le titulaire fournira l'inventaire complet des OPC dans lesquels le FIA est investi. L'inventaire devra être transposé en listant les caractéristiques les plus pertinentes de chaque investissement par rapport à la classe d'actifs.

Le format devra être approprié à chaque classe d'actifs et devra comporter au minimum pour chaque position : Nom, pays d'investissement, classe d'actifs, type d'instrument (obligation, titre de créance, actions, etc.), nominal investi, valeur marché, un ou plusieurs indicateurs de rendement espéré ou réalisé.

Le titulaire informera la CDC de tout changement significatif des processus de gestion des OPC dans lesquels le FIA est investi et communiquera toute nouvelle version des prospectus.

3.3.4 Reporting « Frais »

Il comprendra un récapitulatif global des frais engagés sur le trimestre écoulé et depuis le début de l'année en détaillant :

- Commissions de gestion : frais rémunérant le Titulaire et ses prestataires éventuels (CAC, AMF, etc.) hormis le Dépositaire et le Valorisateur imposés (CDC et Caceis au démarrage du mandat).
- Distinction entre frais fixes et frais variables
- Provision des frais variables cumulée depuis le début du mandat
- Commissions du Valorisateur
- Commissions du Dépositaire
- Autres frais (frais exceptionnels)

Ainsi que le montant de l'Actif Net moyen diminué des OPC ou autres supports collectifs du Titulaire ou de son Groupe, sur le trimestre et YTD.

De plus comme prévu dans le mandat, le Titulaire fournira :

- sa grille des frais de transaction par nature sur le trimestre et YTD
- une estimation du coût du reporting (inclus dans les commissions de gestion).

3.3.5 Reporting « Meilleure Execution »

Le Titulaire fournira les données permettant l'analyse en termes de meilleure exécution de ses opérations d'achat et de vente :

- Analyse des cours d'exécution des opérations aux cours du marché (cours moyen pondéré des volumes, ...),
- Tableau décrivant les frais de courtage par contrepartie (taux moyen, volume, ...)
- Total des coûts d'exécution rapporté à l'actif Net Moyen, pour le trimestre et YTD.
- etc.

Ces éléments seront présentés librement.

Le Titulaire fournira sa méthodologie d'analyse et de suivi de la *best execution*.

3.3.6 Fiscalité

Dans ce reporting, le Titulaire informera la CDC de la gestion fiscale des placements.

Il comprendra notamment un tableau récapitulatif par année, et un tableau détaillé en ligne à ligne, des récupérations d'avoirs fiscaux effectuées et des avoirs restant à récupérer, en distinguant les récupérations conventionnelles à la charge du dépositaire et les récupérations non-conventionnelles à la charge du gestionnaire.

La Société de Gestion doit fournir sur base semi-annuelle un reporting sur le sujet de la fiscalité. Ce reporting sera sous format Excel (.xlsx) et listant les éléments suivants :

Informations générales sur le paiement :

- Code ISIN de la valeur
- Nom de la valeur
- Date du paiement
- Pays émetteur
- Nombre de titres en montant unitaire
- Dividende brut
- Dividende net
- Montant retenu à la source
- Taux de retenu à la source

Récupération conventionnelle du dépositaire :

- Montant recuperable en conventionnelle
- Taux recuperable en conventionnelle
- Montant réclamé
- Taux réclamé
- Statut de la demande (à faire, en cours, déposée, remboursée)
- Montant remboursé
- Durée du délai avant prescription
- Date de prescription

Récupération non conventionnelle de la société de gestion (jurisprudence EU Aberdeen-Santander)

- Montant recuperable en non-conventionnelle
- Taux recuperable en non-conventionnelle
- Montant réclamé
- Taux réclamé
- Statut de la demande (à faire, en cours, déposée, remboursée)
- Montant remboursé
- Durée du délai avant prescription
- Date de prescription

3.4 Rapport annuel du FIA

Le gestionnaire communiquera à la CDC, le rapport annuel du FCP et les documents périodiques (y compris l'attestation du commissaire aux comptes), dès que ces documents seront disponibles.

Ces documents devront être adressés par courriel à l'adresse suivante :

RAVGDT-gestion-diversifiee@caissedesdepots.fr

4 ANNEXES

Annexe 1 : Formules de calcul

Annexe 2 : Format des fichiers de données exploitables

Annexe 3 : Récapitulatif des fichiers de reporting

ANNEXE 1 : Formules de calcul

• Performance du FIA

La performance sur une période donnée (de d à f) sans versement de dividende, hormis éventuellement en date de fin de période) est calculée comme suit :

$$p_d^f = \frac{VL_f + D_f}{VL_d} - 1$$

où :

- p_d^f est la performance de la période entre les dates d et f ;
- D_f = Eventuel dividende versé en fin de période ;
- VL_f = Valeur liquidative de fin de période ;
- VL_d = Valeur liquidative de début de période.

La performance sur une période quelconque entre t_0 et t_n se calcule alors de la façon suivante :

$$p_{t_0}^{t_n} = \prod_{i=1}^{i=n} (1 + p_{t_{i-1}}^{t_i}) - 1$$

La performance est nette :

- de la fiscalité appliquée au FIA ;
- des frais de courtier, intermédiaire et contrepartie ;
- des frais de gestion du FIA ;
- des frais du Dépositaire et du Valorisateur du FIA ;
- de tout autre frais.

• Turnover

Le turnover est calculé (hors ETF, produits dérivés, liquidités et OPC monétaires) de la façon suivante :

$$\frac{\sum |A_i| + |V_i| - \sum |App_i| + |Ret_i|}{\frac{\sum_{i=1}^n AN_i}{n} \times 2}$$

où :

- A_i = achats de la période ;
- V_i = ventes de la période ;
- App_i = apports de la période ;
- Ret_i = retraits de la période ;
- AN_i = actifs nets de la période.

Le turnover annualisé s'obtient multipliant le turnover précédemment calculé par le ratio :
(365 / nb jours écoulés depuis le début de l'année).

- **Tracking error ex-post**

La tracking error peut être calculée selon la formule ci-dessous ou toute autre formule utilisée habituellement par le Titulaire, dont il fournira la description.

$$TE X_n = \sqrt{\frac{52}{\text{Min}(n,52)} \times \sum_{i=\text{Max}(1, n-51)}^n \left(P.\text{relative}X_i - \overline{\text{Perf}.\text{relative}X_n} \right)^2}$$

où :

Performance relative hebdomadaire : $P.\text{relative}X_i = \text{Perf}.X_i - \text{Perf}.B_i$

Perf B_i : Performance du benchmark sur la i^{ème} période

Perf X_i : Performance du portefeuille sur la i^{ème} période

- **Performance de la participation RAVGDT dans un OPC ouvert sur une période**

La formule de calcul de la « performance RAVGDT » sur un OPC ouvert détenu au sein du FIA est la suivante :

$$PERF_{T_0}^{T_n} = \frac{\text{ValoPartsOPCVM}_{T_n} - \text{ValoPartsOPCVM}_{T_0} - \sum_{i=1}^{i=n} (A/V)_i}{\text{ValoPartsOPCVM}_{T_0} + \sum_{i=1}^{i=n} ((A/V)_i \times \text{Coefficient}_i)}$$

Où

- $\text{ValoPartsOPCVM}_{T_i}$ est la valorisation des parts d'OPC détenues par le FIA à la date T_i (0 si pas de détention).
- $(A/V)_i$ est le montant signé d'un achat ou d'une vente de parts d'OPC en T_i , (date entre T_0 et T_n)
- le coefficient Coefficient_i vaut (Nb de jours entre T_i et T_n) / (Nb de jours entre T_0 et T_n), avec T_i date d'un achat ou d'une vente de parts d'OPC (entre T_0 et T_n)

ANNEXE 2 : Format des fichiers de données exploitables

Les fichiers seront des fichiers texte ASCII, avec séparateur de champs (champs de taille variable).

- Caractère « | » (« pipe ») comme séparateur de champs (plus rare dans les libellés et champs texte).
- Les nombres respectent le format suivant :
 - précédés du signe ' - ' si nécessaire (nombre négatif),
 - un nombre variable de caractères pour la partie entière,
 - le point ' . ' comme séparateur de décimales,
 - une précision sur 8 décimales
 - Exemples :
 - -123.12345678
 - 300000.0 (le nombre de décimales n'est pas nécessairement 8 si uniquement des zéros à la fin).
 - 1.25
- Les champs date sont au format « AAAAMMJJ »
- Pour chaque fichier, les 2 premières lignes sont réservées à l'entête, pour décrire les dates du fichier et des données, et les intitulés des colonnes : un exemple d'entête est indiqué pour le reporting hebdomadaire. **Le même principe s'applique pour les autres fichiers.**

Dans la suite du document « CHAR » fait référence à de l'alphanumérique et « NUM » à du numérique.

• Reporting hebdomadaire PERFHEB

- La 1ère ligne de l'entête du fichier contient la date du fichier et la date des données, séparées par le caractère « | ».

N° de colonne	Donnée	Format
1	DATE FICHIER	DATE
2	DATE DONNEES	DATE

La date des données correspond à la date de fin de période du reporting considéré.

- La 2ème ligne de l'entête du fichier contient les intitulés des colonnes du fichier, séparés par le caractère « | ».

N° de colonne	Contenu de la zone (intitulés des colonnes)	Format des données (lignes ultérieures)	Descriptif Détaillé
1	CODE ACCORD-CADRE	CHAR	Code Accord-cadre
2	CODE MDT	CHAR	Code Mandat
3	ACTIF NET	NUM	Montant de l'actif net
4	VL FIA	NUM	Dernière VL
5	NB PARTS FIA	NUM	Nombre de parts
6	PERF H FIA	NUM	Performance hebdomadaire du FIA
7	PERF H BEN	NUM	Performance hebdomadaire du benchmark
8	PERF YTD FIA	NUM	Performance annuelle du FIA
9	PERF YTD BEN	NUM	Performance annuelle du benchmark

- Les lignes suivantes contiennent les valeurs des champs selon le format indiqué précédemment, séparées par un « | ».

- Exemple de fichier PERFHEB:

```
20070702|20070628
CODE ACCORD-CADRE|CODE MDT|NOM MDT|ACTIF NET|VL FIA|NB PARTS FIA|PERF H FIA| etc ...
001|001|VILLIERS DIVERSIFIE SDG|123456789012.1230|12345.12345678|123456.0|-12.12345678| etc ...
etc ..
```

- **Inventaire détaillé mensuel INVENTA**

Descriptif des colonnes et formats du fichier INVENTA (sauf proposition du gérant, si prestation standardisée).

- 2^{ème} ligne de l'entête:

N° de colonne	Contenu de la zone (intitulés des colonnes)	Format des données (lignes ultérieures)
1	CODE ACCORD-CADRE	CHAR
2	CODE MDT	CHAR
3	NOM MDT	CHAR
4	CODE ISIN	CHAR
5	LIBELLE	CHAR
6	QUANTITE	NUM
7	COURS	NUM
8	VAL BOURS	NUM
9	PRMP	NUM

- Les lignes suivantes contiennent les valeurs des champs selon le format indiqué précédemment, séparées par un « | ».

- **Inventaire détaillé des OPC ouverts (1 fichier par OPC ouvert)**

Le nom du fichier ne respecte pas la nomenclature générale de nommage mais la suivante :
CODE ISIN de l'OPC_CODE ACCORD-CADRE_CODE MANDAT_INVENTA_nom de l'OPC.xlsx

Descriptif des colonnes et formats du fichier OPC (sauf proposition du gérant, si prestation standardisée).

- 2^{ème} ligne de l'entête :

N° de colonne	Contenu de la zone (intitulés des colonnes)	Format des données (lignes ultérieures)
1	CODE ACCORD-CADRE	CHAR
2	CODE MDT	CHAR
3	NOM OPC	CHAR
4	CODE ISIN	CHAR
5	LIBELLE	CHAR
6	QUANTITE	NUM
7	COURS	NUM
8	VAL BOURS	NUM
9	PRMP	NUM

ANNEXE 3 : Récapitulatif des fichiers de reporting

Code reporting	Intitulé du reporting	Format	Périodicité	Délai
PERFHEB	Données de performance hebdomadaires	<i>pdf</i>	Hebdomadaire	J + 2
PERFHEB	Données de performance hebdomadaires	xlsx	Hebdomadaire	J + 2
GESTION	Reporting de gestion (toutes rubriques)	<i>pdf</i>	Mensuel	J + 10
INVENTA	Inventaire détaillé du FIA	xlsx	Mensuel	J + 10
INVENTA_Nom OPC	Inventaire détaillé de l'OPC	xlsx	Mensuel	J + 15
TRIMEST	Reporting trimestriel (toutes rubriques en sus du reporting mensuel, hors actualisation du portefeuille de fonds non cotés)	<i>pdf</i>	Trimestriel	J + 15
	Rapport annuel FIA et documents	Papier	Annuel	Dès que possible

ANNEXE J

LISTE DU (DES) DELEGATAIRE(S) DU TITULAIRE, DES FONCTIONS DELEGUEES ET DES CONTRÔLES EXERCÉS

(Tels que présentés dans la candidature)

ANNEXE K

CERTIFICAT DE CONFORMITÉ SEMESTRIEL

**[En-tête du Titulaire, avec l'adresse de son siège social
et, le cas échéant, le numéro d'immatriculation]**

Le soussigné certifie, par la présente, qu'en l'état de ses connaissances, _____ (le « **Titulaire** ») a, dans le cadre de la Convention en date du _____ conclu avec la CDC, respecté toutes les obligations et procédures relatives à la Convention au cours du dernier semestre civil.

Le soussigné certifie également qu'il n'a fait l'objet d'aucune mesure d'injonction ni de demande de régularisation de la part de son autorité de marché, d'aucune procédure contentieuse avec un client ni d'aucune autre procédure civile ou pénale dont la CDC n'ait pas été informé, et qu'aucune des procédures ci-dessous n'a été modifiée au cours du dernier semestre civil ou, dans le cas contraire, qu'un exemplaire de chaque procédure modifiée a été fourni à la CDC, sous forme électronique :

- Procédure sur la prévention et la gestion des conflits d'intérêt ;
- Procédure de passation et de gestion des ordres (règle d'affectation, d'horodatage, de traçabilité des ordres et de meilleure exécution) ;
- Procédure visant à garantir la confidentialité et le secret professionnel ;
- Procédure relatif à l'usage d'informations privilégiées ;
- Procédures ou code de déontologie (notamment intervention sur les marchés à titre personnel, transparence en matière de cadeaux et avantages personnels reçus) ;
- Procédure de pré-affectation des ordres ;
- Procédure de contrôle du respect des contraintes d'investissement et du suivi des régularisations des dépassements ;
- Procédure de sélection et d'évaluation des courtiers, intermédiaires et contreparties ;
- Procédures de contrôle des risques de marché (validation des outils de calcul de *pricing*, limitation des risques, définition de la marge de manœuvre dans le process de gestion de l'Equipe Dédiée) ;
- Procédure d'indemnisation de la clientèle ;

Le soussigné s'engage par ailleurs à fournir à la demande de la CDC :

- le manuel de compliance ainsi que le programme de contrôle annuel du contrôle interne,
- les comptes-rendus des incidents significatifs qui ont impacté la gestion du FIA.

Le soussigné s'engage à veiller au bon suivi de la conformité des placements selon l'univers de gestion défini par ordre de service et à informer dans les meilleurs délais la CDC en cas de dépassement significatif¹.

Le soussigné s'engage à ce que les mécanismes de secours en cas de difficultés grave affectant la continuité du service soient effectifs et s'assure que la continuité d'activité soit garantie.

Le soussigné s'engage à respecter les standards européens relatifs à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et/ou les standards du GAFI.

Le soussigné certifie que les réponses apportées au questionnaire relatif la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme de la CDC demeurent applicables.

Date : _____

Nom du Signataire _____

¹ Un dépassement significatif s'entend comme un dépassement actif ou passif sur une durée longue ou récurrent.

ANNEXE L

MODELE D'ORDRE DE SERVICE

Date de notification : [Date de notification du marché]

Marché n° : [Numéro de marché]

ORDRE DE SERVICE N°

Ordre de service adressé par :

La Caisse des Dépôts, dont le siège est à Paris VII^{ème} - 56, rue de Lille, représentée par Mme Myriam Métails, Directrice des finances de la Direction des politiques sociales.

Objet de l'accord-cadre :

Prestation de services relative à la gestion d'actifs pour le compte de RAVGDT (Régime d'Allocation Viagère des Gérants de Débit de Tabac).

Objet de l'ordre de service :

Modifications de l'annexe [Nom annexe] « ... » du FIA [Nom FIA] avec une date d'entrée en vigueur au [Date d'entrée en vigueur]

Date d'entrée en vigueur :

La modification dudit Annexe [Nom annexe], objet du présent ordre de service, entre en vigueur à partir du [Date d'entrée en vigueur].

Titulaire de l'accord-cadre :

[Nom et domiciliation du Titulaire]

A Paris, le [Date de signature].

Myriam Métails
Directrice des finances

ANNEXE M :

Procédure de pré-affectation des ordres

ANNEXE N :

LISTES DES OPC AUTORISES